

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE – BANQUE COOPERATIVE

Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance au capital de 681 876 700 €.
Siège social : 1, avenue du Rhin, 67100 Strasbourg
775 618 622 R.C.S. de Strasbourg

Documents comptables annuels**A — Comptes individuels annuels.**
I. — Bilan et hors bilan.
(milliers d'euros)

Actif	Notes	CEGEE	PROFORMA	CELCA
		31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Caisses, banques centrales		123 783	119 787	83 540
Effets publics et valeurs assimilées	3.3	811 216	775 396	510 252
Créances sur les établissements de crédit	3.1	5 975 514	6 470 376	4 413 753
Opérations avec la clientèle	3.2	16 499 866	15 881 683	10 394 677
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.3	3 108 609	3 229 852	2 365 662
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	30 459	38 168	24 639
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	145 387	80 581	62 054
Parts dans les entreprises liées	3.4	880 489	889 790	629 321
Opérations de crédit-bail et de locations simples	3.5	0	0	0
Immobilisations incorporelles	3.6	4 206	5 154	3 789
Immobilisations corporelles	3.6	105 876	110 693	85 857
Autres actifs	3.8	308 953	384 976	261 967
Comptes de régularisation	3.9	459 836	323 207	206 532
Total de l'actif		28 454 194	28 309 663	19 042 043

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Engagements donnés				
Engagements de financement	4.1	2 070 542	2 393 468	1 522 177
Engagements de garantie	4.1	633 172	634 452	372 041
Engagements sur titres		0	11 739	11 513

Passif	Notes	CEGEE	PROFORMA	CELCA
		31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	5 349 550	5 425 335	3 250 227
Opérations avec la clientèle	3.2	19 705 939	19 591 926	13 493 366
Dettes représentées par un titre	3.7	5 018	5 317	4 451
Autres passifs	3.8	501 532	500 956	341 177
Comptes de régularisation	3.9	573 994	496 782	337 604
Provisions	3.10	162 656	127 750	83 828
Dettes subordonnées	3.11	0	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.12	62 553	93 153	76 866
Capitaux propres hors FRBG	3.13	2 092 952	2 068 444	1 454 524
Capital souscrit		681 877	681 876	446 876
Primes d'émission		711 052	336 582	336 582
Réserves		647 193	935 922	590 843
Ecart de réévaluation		0	5	0
Report à nouveau		16 275	16 715	16 715
Résultat de l'exercice (+/-)		36 555	97 344	63 508
Total du passif		28 454 194	28 309 663	19 042 043

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Engagements reçus				
Engagements de financement	4.1	11 216		0
Engagements de garantie	4.1	206 441	221 969	171 403
Engagements sur titres		8 442	11 739	11 513

II. — Compte de résultat.
(milliers d'euros)

(En milliers d'Euros)	Notes	CEGEE	PROFORMA	CELCA
		Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	5.1	553 296	615 266	412 458
Intérêts et charges assimilées	5.1	-299 198	-340 611	-232 893
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	0	0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	5.2	0	0	0
Revenus des titres à revenu variable	5.3	27 164	29 002	18 356
Commissions (produits)	5.4	270 654	270 389	186 735
Commissions (charges)	5.4	-35 464	-32 838	-21 666
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.5	-7 388	10	82
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.6	805	12 431	8 384
Autres produits d'exploitation bancaire	5.7	11 669	10 569	6 139
Autres charges d'exploitation bancaire	5.7	-15 159	-12 252	-8 482
Produit net bancaire		506 379	551 966	369 113
Charges générales d'exploitation	5.8	-412 150	-378 977	-255 655
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-18 086	-17 279	-11 906
Résultat brut d'exploitation		76 143	155 710	101 552
Coût du risque	5.9	-60 201	-24 023	-17 046
Résultat d'exploitation		15 942	131 687	84 506
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.10	-8 685	3 666	4 405
Résultat courant avant impôt		7 257	135 353	88 911
Résultat exceptionnel	5.11	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	5.12	-1 302	-28 009	-15 403
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		30 600	-10 000	-10 000
Résultat net		36 555	97 344	63 508

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit

III. — Notes annexes aux comptes individuels annuels.

Note 1. Cadre général.

1.1. Le Groupe BPCE. — Le Groupe BPCE dont fait partie la Caisse d'Epargne Grand Est Europe comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne. — Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE. — Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE, dont Natixis, société cotée détenue à 70,7825 % sont organisées autour de trois grands pôles :

- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine, BPCE International et les activités Assurance de Natixis) ;
- la Banque de Grande Clientèle ;
- et la Gestion d'actifs et de fortune.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie. — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

L'établissement est intégré aux comptes consolidés du groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Evénements significatifs :

Fusion absorption de la Caisse d'Epargne d'Alsace par la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne Ardenne. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe a été créée le 23 juin 2018 (fusion juridique) avec effet rétroactif tant sur le plan comptable que fiscal au 1er janvier 2018, dans le cadre d'une opération de fusion absorption de la Caisse d'Epargne d'Alsace (CEA) par la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne Ardenne (CELCA).

Les modalités pratiques de l'opération, impliquant des entités sous contrôle communs et qui est placée sous le régime de faveur (CGI article 210 A), ont fait l'objet d'un rapport du commissaire à la fusion dont les principales mesures sont décrites ci-après.

En raison de leur statut coopératif impliquant que les sociétaires de la CELCA (entité absorbante) et de la CEA (entité absorbée) n'ont pas droit aux réserves mais uniquement au remboursement du nominal de la part, le rapport d'échange a été fixé à 1 part sociale CELCA pour 1 part sociale CEA.

Conformément au règlement ANC n°2017-01 du 5 mai 2017 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations de fusions et opérations assimilées dans les comptes de l'entité absorbante ou bénéficiaire des apports et au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les éléments d'actif et de passif transmis par la CEA à la CELCA dans le cadre de la fusion ont été comptabilisés dans les comptes de l'absorbante pour leur valeur comptable nette à la date comptable de réalisation de la fusion.

La CEA a alors transmis à la CELCA l'universalité de son patrimoine dans l'état dans lequel il se trouvait à la date comptable de réalisation de la fusion.

La valeur nette comptable d'apport des éléments d'actif composant le patrimoine de la société absorbée, tels qu'ils ressortent de ses comptes sociaux au 31 décembre 2017 et transmis à l'absorbante s'élève à 9 267 620 milliers d'euros. La valeur nette comptable des dettes apportées représente 8 653 699 milliers d'euros.

L'actif net apporté, après prise en compte de l'impact de la distribution de l'intérêt aux parts sociales de l'exercice 2017 (3 760 milliers d'euros), s'établit à 610 161 milliers d'euros.

Les apports sont rémunérés par voie d'augmentation de capital d'une somme de 235 000 milliers d'euros par l'émission de 11 750 milliers de parts sociales d'un nominal de 20 euros chacune, entièrement libérées.

Une prime de fusion de 375 161 milliers d'euros, représentant la différence entre l'actif net transmis par l'absorbée et le montant de l'augmentation de capital de la Caisse absorbante a fait l'objet d'une inscription au passif du bilan.

Afin de présenter l'impact de l'opération sur les postes du bilan et du compte de résultat, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe a fait le choix de présenter des comptes pro forma non audités au titre de l'exercice 2017. Les opérations réciproques entre la CEA et la CELCA sont non significatives sur l'exercice 2017.

Impact en résultat du changement d'estimation comptable sur le risque de crédit portant sur les engagements non douteux inscrits au bilan ou au hors bilan. — A compter du 1er janvier 2018, les modalités d'estimation des engagements non douteux présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale sont alignées avec celles de la norme IFRS 9 retenue pour les comptes consolidés. L'impact du changement de modalités de calcul se traduit par une charge nette de 28 521 milliers d'euros en compte de résultat au poste Coût du risque.

Opérations de titrisation 2018. — Au 31 décembre 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT. Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles.

La quote-part de créances cédées par la Caisse d'Epargne Grand Est Europe s'élève à 53 142 Milliers d'euros et 47 200 milliers d'euros de titres seniors émis par le FCT.

Cette opération prolonge les opérations de titrisation mises en place en 2014 (BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut), en 2016 (BPCE Consumer Loans FCT 2016_5) et en 2017 (BPCE Home Loans 2017_5).

1.4. Evénements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

2.1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées. — Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

2.2. Changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2018.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2018 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1. Opérations en devises. — Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2. Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées. — Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses. — Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen 575-2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension. — Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation. — Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de

l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. A compter du 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3. Opérations de crédit-bail et de locations simples. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'est pas concernée par ces opérations.

2.3.4. Titres. — Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction. — Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

Titres de placement. — Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement. — Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

Titres de l'activité de portefeuille. — L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées. — Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme. — Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers. — Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1^{er} juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

2.3.5. Immobilisations incorporelles et corporelles. — Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Immobilisations incorporelles. — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail font l'objet de dépréciations si nécessaire, par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles. — Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Éléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

2.3.6. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

2.3.7. Dettes subordonnées. — La Caisse d'Épargne Grand Est Europe ne détient pas de dettes subordonnées.

2.3.8. Provisions. — Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux, une provision pour épargne logement (cf. ci-dessus) et une provision pour risques de contrepartie (cf. note 2.3.2).

Engagements sociaux. — Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

— Avantages à court terme : Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

— Avantages à long terme : Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

— Indemnités de fin de contrat de travail : Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

— Avantages postérieurs à l'emploi : Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement. — Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

2.3.9. Fonds pour risques bancaires généraux. — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

2.3.10. Instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes. — Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles. — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision

et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.11 Intérêts et assimilés – Commissions. — Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *pro rata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinuée avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.12. Revenus des titres. — Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.13. Impôt sur les bénéfices. — Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Caisse d'Epargne Grand Est Europe, a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

2.3.14. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 19 502 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 390 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 17 246 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2018, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2018. Le montant des contributions versées à la disposition du fonds représente pour l'exercice 4 100 milliers d'euros dont 3 485 milliers d'euros comptabilisés en charge et 615 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15% sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 2 339 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Note 3. – Information sur le bilan.

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

3.1. Opérations interbancaires :**Actif :**

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PROFORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Comptes ordinaires	722 824	790 868	573 637
Créances à vue	722 824	790 868	573 637
Comptes et prêts à terme	5 212 079	5 638 523	3 813 912
Prêts subordonnés et participatifs	38	38	38
Créances à terme	5 212 117	5 638 561	3 813 950
Créances rattachées	40 573	40 947	26 166
Total	5 975 514	6 470 376	4 413 753

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 719 150 milliers d'euros à vue et 1 406 729 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 3 192 794 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

Passif :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PROFORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	9 759	9 547	2 788
Comptes et emprunts au jour le jour	13 081	12 152	12 152
Autres sommes dues	0	4 127	0
Dettes rattachées à vue	39	66	66
Dettes à vue	22 879	25 892	15 006
Comptes et emprunts à terme	5 243 343	5 297 078	3 206 348
Valeurs et titres donnés en pension à terme	60 323	68 428	14 866
Dettes rattachées à terme	23 005	33 937	14 007
Dettes à terme	5 326 671	5 399 443	3 235 221
Total	5 349 550	5 425 335	3 250 227

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 2 433 milliers d'euros à vue et 4 309 008 milliers d'euros à terme.

3.2. Opérations avec la clientèle :**3.2.1. Opérations avec la clientèle :**

Actif (En milliers d'Euros)	CEGEE	PROFORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	257 528	233 687	175 831
Créances commerciales	33 928	35 508	12 777
Crédits de trésorerie et de consommation	1 803 811	1 645 408	1 281 938
Crédits à l'équipement	4 948 486	4 731 651	2 924 686
Crédits à l'habitat	9 075 671	8 870 190	5 709 545
Autres crédits à la clientèle	147 078	100 040	94 249
Prêts subordonnés	30 600	30 600	25 900
Autres		13 613	
Autres concours à la clientèle	16 005 646	15 391 502	10 036 318
Créances rattachées	38 564	39 289	29 835
Créances douteuses	340 058	359 484	261 864
Dépréciations des créances sur la clientèle	-175 858	-177 787	-121 948
Total	16 499 866	15 881 683	10 394 677
Dont créances restructurées	62 678	95 275	85 722
Dont créances restructurées reclassées en encours sains	34 065	30 797	25 426

Les créances sur la clientèle éligible au Système européen de Banque Centrale se montent à 3 817 991 milliers d'euros.

La moindre progression du poste « Crédits à l'habitat » s'explique par la participation de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe aux opérations de titrisation décrites en note 1.3.

— Dettes vis-à-vis de la clientèle :

Passif (En milliers d'Euros)	CEGEE	PROFORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Comptes d'épargne à régime spécial	14 444 132	14 410 974	10 371 115
Livret A	6 281 327	6 274 372	4 526 004
PEL / CEL	4 653 045	4 601 507	3 258 840
Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)	3 509 760	3 535 095	2 586 271
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	5 167 340	5 096 061	3 085 819
Dépôts de garantie		193	0
Autres sommes dues	51 668	30 387	19 303
Dettes rattachées	42 799	54 311	17 129
Total	19 705 939	19 591 926	13 493 366

(*) Livret jeune, Livret B, Livret de développement durable pour 2 390 565 milliers d'euros

LEP pour 1 041 089 milliers d'euros

PEP pour 15 758 milliers d'euros

PEA et SLR pour 62 347 milliers d'euros

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'Euros)	CEGEE			PROFORMA			CELCA		
	31/12/2018			31/12/2017			31/12/2017		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 586 091		4 586 091	4 318 763		4 318 763	2 798 864		2 798 864
Emprunts auprès de la clientèle financière		19 438	19 438		28 220	28 220		28 220	28 220
Autres comptes et emprunts		561 811	561 811		749 078	749 078		258 735	258 735
Total	4 586 091	581 249	5 167 340	4 318 763	777 298	5 096 061	2 798 864	286 955	3 085 819

3.2.2. Répartition des encours de crédit par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	4 469 518	148 770	-84 074	88 894	-54 329
Entrepreneurs individuels	569 323	12 935	-5 006	7 367	-4 503
Particuliers	8 537 805	172 873	-82 347	59 927	-36 625
Administrations privées	227 548	5 069	-4 075	2 812	-1 718
Administrations publiques et sécurité sociale	2 371 159	304	-304	304	-186
Autres	160 312	107	-54	23	-14
Total au 31 décembre 2018- CEGEE	16 335 665	340 058	-175 858	159 327	-97 375
Total au 31 décembre 2017- PRO FORMA	15 699 986	359 484	-177 787	163 523	-95 260
Total au 31 décembre 2017- CELCA	10 254 762	261 864	-121 948	119 395	-66 244

3.3. Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable :**3.3.1. Portefeuille titres :**

(En milliers d'euros)	CEGEE					PRO FORMA					CELCA				
	31/12/2018					31/12/2017					31/12/2017				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Valeurs brutes		338 784	463 901		802 685	0	307 882	458 442	0	766 324	0	237 775	265 989	0	503 764
Créances rattachées		4 524	4 843		9 367		4 515	4 789	0	9 305		3 752	2 889	0	6 642
Dépréciations		-836			-836		-79	-153		-232		0	-153		-153
Effets publics et valeurs assimilées	0	342 472	468 744	0	811 216	0	312 318	463 078	0	775 396	0	241 527	268 725	0	510 252
Valeurs brutes		390 428	2 675 430		3 065 858	0	457 697	2 737 681	0	3 195 378	0	304 446	2 035 878	0	2 340 324
Créances rattachées		43 097	1 498		44 595	0	34 512	1 721	0	36 233	0	25 593	646	0	26 239
Dépréciations		-1 844	0		-1 844	0	0	-1 759	0	-1 759	0	0	-901	0	-901
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	431 681	2 676 928	0	3 108 609	0	492 209	2 737 643	0	3 229 852	0	330 039	2 035 623	0	2 365 662
Montants bruts		5 144		29 315	34 459		5 069		36 828	41 898		5 063		20 437	25 501
Créances rattachées					0					0					0
Dépréciations		-313		-3 687	-4 000				-3 729	-3 729				-861	-861
Actions et autres titres à revenu variable	0	4 831	0	25 628	30 459	0	5 069	0	33 099	38 168	0	5 063	0	19 576	24 639
Total	0	778 984	3 145 672	25 628	3 950 284	0	809 597	3 200 721	33 099	4 043 417	0	576 630	2 304 348	19 576	2 360 554

Le poste « obligations et autres titres à revenu fixe » des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE (voir note 1.3)

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 765 082 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 26 981 milliers d'euros.

Les plus et moins-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent respectivement à 3 687 milliers d'euros et 8 551 milliers d'euros.

— Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe :

(En milliers d'euros)	PRO FORMA						CELCA		
	31/12/2018			31/12/2017			31/12/2017		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	25 322	90 520	115 842	31 000	61 009	92 009	28 000	0	28 000
Titres non cotés	9 600	369 176	378 776	9 803	405 879	415 682	7 203	316 806	324 009
Titres prêtés	691 610	2 679 635	3 371 245	724 697	2 727 322	3 452 020	507 018	1 984 006	2 491 025
Titres empruntés	0	0	0			0			0
Créances douteuses			0	0		0	0		0
Créances rattachées	47 621	6 341	53 962	39 028	6 510	45 538	29 346	3 535	32 881
Total	774 153	3 145 672	3 919 825	804 527	3 200 721	4 005 248	571 566	2 304 348	2 875 914
Dont titres subordonnés	9 600	369 176	378 776	7 001	274 184	281 185	7 001	274 184	281 185

2 202 465 milliers d'euros d'obligations séniors souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 1 801 413 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 2 681 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 78 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 74 988 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 78 106 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 26 982 milliers d'euros au 31 décembre 2018. Au 31 décembre 2017, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 40 451 milliers d'euros.

Il n'y a pas de moins-values latentes sur les titres d'investissement au 31 décembre 2018 contre 1 054 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, il n'y a pas de dépréciations des titres d'investissement au titre du risque de contrepartie en 2018 comme en 2017.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 298 763 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 262 082 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

— Actions et autres titres à revenu variable :

(En milliers d'euros)	CEGEE 31/12/2018				PRO FORMA 31/12/2017			CELCA 31/12/2017		
	Transaction	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Titres cotés		4 831	0	4 831	5 063	0	5 063	5 063	0	5 063
Titres non cotés		0	25 628	25 628	6	33 099	33 105	0	19 576	19 576
Total		4 831	25 628	30 459	5 069	33 099	38 168	5 063	19 576	24 639

Parmi les actions et autres titres à revenu variable sont enregistrés 5 143 milliers d'euros d'OPCVM dont 5 143 milliers d'euros d'OPCVM de capitalisation au 31 décembre 2018 (contre 5 069 milliers d'euros d'OPCVM dont 5 069 milliers d'euros d'OPCVM de capitalisation au 31 décembre 2017).

Pour les titres de placement, il y a une moins-value latente de 313 milliers d'euros faisant l'objet d'une dépréciation au 31 décembre.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 74 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 63 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Pour les titres de l'activité de portefeuille, les moins-values latentes s'élèvent à 3 687 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 3 729 milliers d'euros au 31 décembre 2017 et les plus-values latentes s'élèvent à 8 551 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 9 443 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

3.3.2. Evolution des titres d'investissement :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE							31/12/2018
	01/01/2018	01/01/2018	Achats	Cessions	Remboursements	Transfert de catégorie	Conversion	Décotes / surcotes	Autres variations	
Effets publics	268 878	463 230						-705	6 219	468 744
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 036 525	2 739 403	480 142		-541 895		0	40	-762	2 676 928
Total	2 305 402	3 202 633	480 142	0	-541 895	0	0	-665	5 457	3 145 672

Les achats de titres d'investissement s'expliquent principalement par la participation de 475 142 milliers d'euros aux opérations de titrisation de 2018 décrite en note 1.3 et par le rechargement (remboursement, réémission) d'opérations de titrisation précédentes.

3.3.3. Reclassements d'actifs :

Reclassement en raison de l'illiquidité des marchés (CRC n°2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC)). — En application des dispositions du règlement susmentionné afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement », la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne avait opéré des reclassements d'actifs en 2008.

Type de reclassement (En milliers d'Euros)	Montant reclassé à la date du reclassement		Montant reclassé restant à la clôture	Plus ou moins-value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins-value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat de l'année sur les titres reclassés
	Années précédentes	Exercice 2018	31/12/2018			
Titres de transaction à titre d'investissement	0	0	0	0		0
Titres de transaction à titre de placement	0	0	0	0		0
Titres de placement à titre d'investissement	20 895	0	0	0		0

Reclassement en raison d'un changement d'intention (dispositions du CRB 90-01 antérieures au CRC 2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'ANC). — Au cours des deux derniers exercices, la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne et la Caisse d'Epargne d'Alsace n'ont pas opéré de reclassements d'actif.

3.4. Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme :

3.4.1. Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE			
	31/12/2017	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres Variations	31/12/2018
Participations et autres titres détenus à long terme	63 774	89 806	41 175	-2 029	21 305	150 257
Parts dans les entreprises liées	765 736	1 067 128	11 116	0		1 078 244
Valeurs brutes	829 510	1 156 934	52 291	-2 029	21 305	1 228 501
Participations et autres titres à long terme	-1 720	-2 784	-2 540	454		-4 870
Parts dans les entreprises liées	-136 415	-191 531	-6 391	167		-197 755
Dépréciations	-138 135	-194 315	-8 931	621		-202 625
Total	691 375	962 619	43 360	-1 408	21 305	1 025 876

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent 8 421 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 7 330 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (17 246 milliers d'euros) et 32 280 milliers d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée dont l'intention de gestion correspond davantage à celle d'un titre à revenu variable.

La valeur des titres de l'organe central a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques jugés raisonnables. Les contraintes prudentielles applicables aux activités concernées ont notamment été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable s'élève à 812 457 milliers d'euros pour les titres BPCE.

3.4.2. Tableau des filiales et participations. — Les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Filiales et participations	Capital 31/12/2018	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2018	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2018	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2018		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2018	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2018	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2018	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2018	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2018
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication										
1. Filiales (détenues à + de 50%) (1)										
FONCEA	9 800	-39	100,00%	9 800	9 761			248	-18	
SAS IMMOBILIERE RIMBAUD (CELCA IMMOBILIER)	20 537	534	100,00%	20 537	20 537			641	292	
2. PARTICIPATIONS (DETENUES ENTRE 10 ET 50%)										
BCP LUXEMBOURG (2)	22 250	17 503	49,93%	20 614	14 530			13 758	1 161	
SAS FONCIERE CAISSE EPARGNE (1)	46 204	-9 731	14,93%	6 896	5 662			5 335	4 576	
CEHP (2)	349 465	168 803	9,22%	38 139	38 080			4 143	1 894	6 029
SPPICAV AEW FONCERE ECUREUIL (1)	154 085	4 086	6,07%	10 245	9 057			15 799	15 645	379
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication										
Filiales françaises (ensemble)				3 913	3 529	1 465				1 584
Filiales étrangères (ensemble)										
Participations dans les sociétés françaises				34 694	30 853	300 835	13 946			192
Participations dans les sociétés étrangères										
Certificats d'associations				17 246	17 246					
Dont participations dans les sociétés cotées										
C. Renseignements sur titres de l'organe central										
BPCE (2)	157 698	16 019 936	4,61%	1 001 648	812 457	782 859		494 388	390 468	18 585

(1) Les données afférentes sont celles du dernier exercice connu soit le 31/12/2017

(2) Le résultat pour BCP Luxembourg est exprimé selon les normes luxembourgeoises. Les données afférentes sont celles du dernier exercice connu soit le 31/12/2018

Le montant global des participations détenues à moins de 10% dont la valeur brute dépasse 1% du capital de la CEGEE est de 48 384 milliers d'euros (hors organe central)

3.4.3. Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable :

Dénomination	Siège	Forme juridique
ALPIARCA AIRCRAFT LEASING - EN LIQUIDATION	88 Avenue de France - PARIS	GIE
ASSOCIATION FINANCES ET PEDAGOGIE	5, rue Masseran PARIS	Association
ASSOCIATION FNCE	5, rue Masseran PARIS	Association
ASSOCIATION PARCOURS CONFIANCE ALSACE	1, avenue du Rhin STRASBOURG	Ass. de droit local
BPCE SERVICES FINANCIERS	50 Avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
CENTRE DE SERVICES FINANCIERS	88, avenue de France PARIS	GIE
DIRECT ECUREUIL EST	5, parvis des Droits de l'Homme METZ	GIE
ECUREUIL CREDIT	27-29, rue de la Tombe Issoire PARIS	GIE
GIE BPCE ACHATS	12/20 rue Fernand Braudel PARIS	GIE
GIE BPCE TRADE	50 Avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
GIE CAISSE D'EPARGNE GARANTIES ENTREPRISES	5, rue Masseran PARIS	GIE
GIE CENTRE COMMERCIAL LA SAPINIERE	Rue de la Sapinière 54520 LAXOU	GIE
GIE DISTRIBUTION	50, avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
GIE ECOLOCALE	50, avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
GIE GCE MOBILIZ	50, avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
GIE GCEE APS	88, avenue de France PARIS	GIE
GIE GROUPEMENT ANIMATION CENTRE ST SEBASTIEN	Rue Saint-Sébastien 54000 NANCY	GIE
GIE I-DATECH	8 Rue René Laennec 67300 SCHILTIGHEIM	GIE
GIE IT-CE	50 Avenue Pierre Mendès France PARIS	GIE
GIE NATIXIS GARANTIES	128, rue La Boétie PARIS	GIE
GIE NEUILLY CONTENTIEUX	20, avenue Georges Pompidou LEVALLOIS-PERRET	GIE
GIE SYNDICATION DU RISQUE	5, rue Masseran PARIS	GIE
SALF 1	42 boulevard Eugène Deruelle LYON	SNC
SALF 2	42 boulevard Eugène Deruelle LYON	SNC
SCI CEFCL	5, parvis des Droits de l'Homme METZ	SCI
SCI DE LA CAISSE D'EPARGNE SEDAN VOUZIERES	12-14 rue Carnot 51100 REIMS	SCI
SCI HOTEL DE POLICE DE STRASBOURG	2, rue Adolphe Seyboth STRASBOURG	SCI
SCI LAVOISIER ECUREUIL	2 rue Lavoisier ORLEANS	SCI
SCI MARCEL PAUL ECUREUIL	271 boulevard Marcel Paul SAINT HERBLAIN	SCI
SCI NOYELLES	11 rue du Fort des Noyelles SECLIN	SCI
SCI RUE DE L'HOTEL-DE-VILLE	8 avenue Delcasse PARIS	SCI
SCI SAINT JACQUES	12-14 rue Carnot 51100 REIMS	SCI
SPR ALSACE	1, avenue du Rhin 67000 STRASBOURG	Ass. de droit local
SNC ECUREUIL	5, rue Masseran PARIS	SNC

3.4.4. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	CEGEE			PRO FORMA	CELCA
	31/12/2018			31/12/2017	31/12/2017
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total	Total
Créances	2 530 881	85 719	2 616 600	3 437 863	1 967 055
Dont subordonnées	32 280	35	32 315	0	0
Dettes	4 332 790	501	4 333 291	4 493 692	2 630 174
Dont subordonnées	0	0	0	0	0
Engagements de financement	0	942	942	0	0
Engagements de garantie	412 197	68 574	480 771	333 427	318 938
Autres engagements donnés	0	0	0	198 664	8 074
Engagements donnés	412 197	69 516	481 713	532 091	327 012
Engagements de financement	0	0	0	0	0
Engagements de garantie	1 618	91 094	92 712	99 590	99 590
Autres engagements reçus	0	5 403	5 403	8 074	8 074
Engagements reçus	1 618	96 497	98 115	107 664	107 664

3.5. Opérations de crédit-bail et de locations simples. — Aucune opération de crédit-bail et de location simple n'a été comptabilisée au cours de l'exercice 2018.

3.6. Immobilisations incorporelles et corporelles ;**3.6.1. Immobilisations incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE		
	31/12/2017	31/12/2017	Augmentation	Diminution	31/12/2018
Droits au bail et fonds commerciaux	3 486	3 669	183	-15	3 837
Logiciels	2 238	3 867	1 293		5 160
Autres	164	578	548	-962	164
Valeurs brutes	5 888	8 114	2 024	-977	9 161
Logiciels	1 935	2 796	695		3 491
Autres	164	164			164
Dépréciations	0	0	1 300		1 300
Amortissements et dépréciations	2 099	2 960	1 995	0	4 955
Total valeurs nettes	3 789	5 154	29	-977	4 206

3.6.2. Immobilisations corporelles :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE			
	31/12/2017	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Terrains	7 212	9 017		-31		8 986
Constructions	83 404	157 241	2 110	-1 751	-55 213	102 387
Autres	130 806	161 454	12 667	-19 484	54 788	209 425
Immobilisations corporelles d'exploitation	221 422	327 712	14 777	-21 266	-425	320 798
Immobilisations hors exploitation	15 638	25 555	640	-1 186	425	25 434
Valeurs brutes	237 060	353 267	15 417	-22 452	0	346 232
Terrains	0	0				0
Constructions	55 396	112 736	3 523	-1 665	-42 503	72 091
Autres	86 104	112 224	12 563	-16 142	42 503	151 148
Immobilisations corporelles d'exploitation	141 500	224 960	16 086	-17 807	0	223 239
Immobilisations hors exploitation	9 703	17 614	453	-950		17 117
Amortissements et dépréciations	151 203	242 574	16 539	-18 757	0	240 356
Total valeurs nettes	85 857	110 693	-1 122	-3 695	0	105 876

3.7. Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Bons de caisse et bons d'épargne	4 990	5 281	4 433
Dettes rattachées	28	36	18
Total	5 018	5 317	4 451

3.8. Autres actifs et autres passifs :

(En milliers d'Euros)	CEGEE		PRO FORMA		CELCA	
	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	115	17 546	0	20 940	0	20 940
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	28		226	0	27	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				7 188		0
Créances et dettes sociales et fiscales	54 030	8 147	29 933	30 574	19 531	21 466
Dépôts de garantie versés et reçus	244 404	14	274 398	9	162 736	9
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (1)	10 376	475 825	80 419	442 245	79 673	298 762
Total	308 953	501 532	384 976	500 956	261 967	341 177

(1) Intègre au passif 2018 pour 36 537 milliers d'euros de compte CAS FCT, pour 414 124 milliers d'euros de CAT SLE et 17 205 milliers d'euros de primes d'assurance

3.9. Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	CEGEE		PRO FORMA		CELCA	
	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises			7		0	0
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture		6 164	2 305	1 872	2 031	1 005
Charges et produits constatés d'avance	19 942	70 867	20 607	71 180	13 652	53 112
Produits à recevoir/Charges à payer (1)	60 227	159 908	66 359	170 578	43 644	127 934
Valeurs à l'encaissement	318 642	331 432	191 190	250 857	129 202	154 855
Autres (2)	61 025	5 623	42 739	2 295	18 003	698
Total	459 836	573 994	323 207	496 782	206 532	337 604

(1) Au passif en 2018, les produits constatés d'avance sur les prêts à taux zéro s'élèvent à 66 080 milliers d'euros

(2) A l'actif en 2018, la rubrique « Autres » intègre des comptes « Pivot entre applicatifs » pour 41 842 milliers d'euros

3.10. Provisions :**3.10.1. Tableau de variations des provisions :**

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE				
	31/12/2017	31/12/2017	Dotations	Reprises	Utilisations	Divers	31/12/2018
Provisions pour risques de contrepartie	18 957	31 652	61 710	-27 740	0		65 622
Provisions pour engagements sociaux	27 655	32 424	7 725	-1 730	0	1 058	39 477
Provisions pour PEL/CEL	28 610	40 186		-1 866			38 320
Provisions pour litiges	4 168	9 712	2 405	-1 342	-403	-1 526	8 846
Risques sur opérations de banque	0	0	2 021	-1 504	0	2 019	2 536
Provisions pour impôts	930	1 259		-989	0		270
Divers	3 510	12 517	825	-128	-4 078	-1 551	7 585
Autres provisions pour risques	4 440	13 776	825	-1 117	-4 078	-1 551	7 855
Total	83 830	127 750	74 686	-35 299	-4 481	0	162 656

3.10.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE			
	31/12/2017	31/12/2017	Dotations (3)	Reprises (3)	Utilisations	31/12/2018
Dépréciations sur créances sur la clientèle	121 948	177 787	61 267	-49 994	-13 202	175 858
Dépréciations sur autres créances	18	663	37	-196		504
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	121 966	178 450	61 304	-50 190	-13 202	176 362
Provisions sur engagements hors bilan (1)	7 477	12 975	15 130	-9 064		19 041
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	11 480	18 677	46 580	-18 676		46 581
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	18 957	31 652	61 710	-27 740	0	65 622
Total	140 923	210 102	123 014	-77 930	-13 202	241 984

(1) Dont risque d'exécution d'engagements par signature

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

(3) L'établissement applique les modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations et provisions conformes aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC (reprise intégrale des montants de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de l'exercice en cours).

L'évolution des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif et des provisions sur engagements hors bilan s'explique principalement par l'impact en résultat du changement d'estimation comptable sur le risque de crédit portant sur les engagements non douteux inscrits au bilan ou au hors bilan et par les opérations de titrisation. Ces évolutions sont décrites en note 1.3.

Dans la dernière opération de titrisation, tout comme dans les opérations précédentes relatives aux prêts immobiliers, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein du FCT BPCE Home Loans FCT 2018.

La Caisse d'Epargne Grand Est Europe est toujours exposée à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée au FCT BPCE Home loans 2018 FCT Demut dont le rôle est de démutualiser les flux servis par les différentes tranches de titres émises par le FCT BPCE Home loans FCT 2018.

Pour les créances qu'elle a cédées au FCT, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe comptabilise désormais au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature en remplacement et pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

3.10.3 Provisions pour engagements sociaux :

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies. — Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe est limité au versement des cotisations (27 384 milliers d'euros en 2018).

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme. — Les engagements de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe concernent les régimes suivants :

– le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;

– retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;

– autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

— Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018						Exercice 2017 (PRO FORMA)					
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Total
	Régime CGPCE	Complément de retraite et autres régimes Retraite Locale	Indemnités de fin de carrière	Abondement CET	Médailles du travail		Régime CGPCE	Complément de retraite et autres régimes Retraite Locale	Indemnités de fin de carrière	Abondement CET	Médailles du travail	
Dette actuarielle	521 889	20 452	17 594	2 980	7 215	570 130	558 183	23 322	17 476	2 100	5 182	606 263
Juste valeur des actifs du régime	-629 627		-6 965			-636 592	-633 936		-8 485			-642 421
Juste valeur des droits à remboursement						0						0
Effet du planonnement d'actifs	34 956					34 956	34 983					34 983
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	72 782	-24	-1 479	-805		70 474	41 962	-1 807	-4 613	-995		34 547
Coût des services passés non reconnus						0						0
Solde net au bilan	0	20 452	9 150	2 175	7 215	38 992	1 192	21 515	4 378	1 105	5 182	33 372
Engagements sociaux passifs	0	20 452	9 150	2 175	7 215	38 992	1 192	21 515	4 378	1 105	5 182	33 372
Engagements sociaux actifs						0						0

— Analyse de la charge de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme	Exercice 2018	Exercice 2017 PRO FORMA
	Régime CGPCE	Complément de retraite et autres régimes Retraite Locale	Indemnités de fin de carrière	Abondement CET	Médailles du travail	Total	Total
Coût des services rendus		8	925	120	277	1 330	1 258
Coût des services passés				958	2 167	3 125	0
Coût financier	8 718	260	206	24	35	9 243	9 530
Produit financier			-95			-95	-10 660
Prestations versées	-9 913	-872	666	-107	-868	-11 094	-1 699
Cotisations reçues						0	-5 000
Ecart actuariels comptabilisés en résultat		30	2 875	45	280	3 230	80
Autres	1 195		149	30		1 374	1 904
Total de la charge de l'exercice	0	-574	4 726	1 070	1 891	7 113	-4 587

— Principales hypothèses actuarielles :

	Exercice 2018	Exercice 2017 PRO FORMA
	CGPCE	CGPCE
Taux d'actualisation	1,82%	1,58%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	17,5 ans	18,4 ans

Hors CGPCE	Exercice 2018				Exercice 2017 (PRO FORMA)			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Autres avantages à long terme
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Abondement CET	Médailles du travail	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Abondement CET	Médailles du travail
Taux d'actualisation	1,77 et 1,43%	1,44%	1,43%	1,07%	1,50 et 1,22%	1,23 et 1,12%	NA et 1,10%	-0,17 et 0,74%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	1,70%	NA/1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	17,4 et 12,3 ans	12,5 ans	12,3 ans	8,8 ans	17,8 et 13,5 ans	13,6 et 12,4 ans	NA et 12,2 ans	2,7 et 9 ans

Sur l'année 2018, sur l'ensemble des 35 927 milliers d'euros d'écarts actuariels générés, 27 455 milliers d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, 9 503 milliers d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et -1 031 milliers d'euros proviennent des écarts démographiques.

Au 31 décembre 2018, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Epargne sont répartis à hauteur de 88,3% en obligations, 9,3% en actions, 2% en actifs immobiliers et 0,4% en actifs monétaires.

Les tables de mortalité utilisées sont :

– TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

3.10.4. Provisions PEL / CEL :

— Encours de dépôts collectés :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)	439 935	378 324	254 080
Ancienneté de moins de 4 ans			
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 168 565	3 145 097	2 198 243
Ancienneté de plus de 10 ans	749 076	777 491	572 834
Encours collectés au titre des plans épargne logement	4 357 576	4 300 912	3 025 157
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	295 469	302 888	233 683
Total des encours collectés au titre de l'épargne logement	4 653 045	4 603 800	3 258 840

— Encours de crédits octroyés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne logement	2 488	3 406	2 487
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne logement	9 184	13 766	10 658
Total des encours de crédits octroyés au titre de l'épargne logement	11 672	17 172	13 145

— Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL) :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE	
	31/12/2017	31/12/2017	Dotations / Reprises nettes	31/12/2018
Provisions constituées au titre des PEL	4 368	6 523	212	6 735
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	12 526	17 936	-2 355	15 581
Ancienneté de plus de 10 ans	9 737	13 161	-69	13 092
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	26 631	37 620	-2 212	35 408
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	2 144	2 777	266	3 043
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-9	-23	3	-20
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-156	-188	76	-112
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-165	-211	79	-132
Total des provisions constituées au titre de l'épargne logement	28 610	40 186	-1 867	38 319

3.11. Dettes subordonnées. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas émis de dettes subordonnées sur l'exercice 2018.

3.12. Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'Euros)	CELCA	PRO FORMA	CEGEE			
	31/12/2017	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2018
Fonds pour risques bancaires généraux	76 866	93 153		-30 600		62 553
Total	76 866	93 153	0	-30 600	0	62 553

Au 31 décembre 2018, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent principalement à hauteur de 58 223 milliers d'euros les fonds de solidarité et de garantie du Réseau des Caisses d'Epargne ainsi que le fonds de garantie mutuel respectivement pour 41 503 milliers d'euros et 16 720 milliers d'euros.

La reprise de FRBG constatée en 2018, concerne les fonds pour risques bancaires « libres ».

3.13. Capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes d'émission	Réserves / autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31 décembre 2016	681 877	336 582	851 005	17 246	96 666	1 983 376
Mouvements de l'exercice			88 930	-531	678	89 077
Total au 31 décembre 2017	681 877	336 582	939 935	16 715	97 344	2 072 453
Impact changement de méthode						0
Affectation réserves		375 156	-379 170			-4 014
Affectation résultat 2017			86 428	-440	-85 988	0
Distribution de dividendes					-11 356	-11 356
Augmentation de capital						0
Résultat de la période		-686			36 555	35 869
Total au 31 décembre 2018	681 877	711 052	647 193	16 275	36 555	2 092 952

Le capital social de Caisse d'Epargne Grand Est Europe s'élève à 681 877 milliers d'euros et est composé pour 681 876 700 euros de 34 093 835 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Au 31 décembre 2018, les parts sociales émises par la Caisse d'Epargne Grand Est Europe sont détenues par 20 sociétés locales d'épargne, dont le capital (1 092 613 milliers d'euros de parts sociales) est détenu par des sociétaires. Au cours de l'exercice 2018, les SLE ont perçu un dividende de 11 357 milliers d'euros au titre de leur participation dans la Caisse d'Epargne.

Au 31 décembre 2018, les SLE sont titulaires d'un compte courant d'associé de 414 170 milliers d'euros comptabilisé en « Autres Passifs » dans les comptes de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe. Au cours de l'exercice 2018, la rémunération de ce compte courant d'associé s'est traduite par une charge de 6 000 milliers d'euros, présentée en marge nette d'intérêts dans les comptes de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe.

3.14. Durée résiduelle des emplois et ressources. — Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	9 356	361 947	252 843	103 272	83 798		811 216
Créances sur les établissements de crédit	5 246 288	57 016	136 761	395 134	140 195	120	5 975 514
Opérations avec la clientèle	926 762	315 311	1 380 565	5 269 890	8 428 239	179 099	16 499 866
Obligations et autres titres à revenu fixe	296 044	209 442	347 539	1 515 856	739 728		3 108 609
Total des emplois	6 478 450	943 716	2 117 708	7 284 152	9 391 960	179 219	26 395 205
Dettes envers les établissements de crédit	195 947	453 840	1 098 056	2 278 306	1 323 401		5 349 550
Opérations avec la clientèle	19 673 403	2	417	29 303	2 814		19 705 939
Dettes représentées par un titre	4 992	26					5 018
Total des ressources	19 874 342	453 868	1 098 473	2 307 609	1 326 215	0	25 060 507

Note 4. – Information sur le hors bilan et opérations assimilés.**4.1. Engagements reçus et donnés :****4.1.1. Engagements de financement :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Engagements de financement donnés			
En faveur des établissements de crédit	2 888	2 438	511
Ouverture de crédits documentaires	0	2 187	0
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 930 819	2 342 391	1 475 214
Autres engagements	136 835	46 452	46 452
En faveur de la clientèle	2 067 654	2 391 030	1 521 666
Total des engagements de financement donnés	2 070 542	2 393 468	1 522 177
Engagements de financement reçus			
De la clientèle	11 216	0	0
Total des engagements de financement reçus	11 216	0	0

4.1.2. Engagements de garantie :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2017
Engagements de garantie donnés			
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires	0	0	0
Autres garanties	11 720	14 591	14 591
D'ordre d'établissements de crédit	11 720	14 591	14 591
Cautions immobilières	210 799	206 724	76 204
Cautions administratives et fiscales	4 250	2 340	2 235
Autres cautions et avals donnés	274 545	321 812	217 358
Autres garanties données	131 858	88 985	61 653
D'ordre de la clientèle	621 452	619 861	357 450
Total des engagements de garantie donnés	633 172	634 452	372 041
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	206 441	221 969	171 403
Total des engagements de garantie reçus	206 441	221 969	171 403

4.1.3. Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	CEGEE		PRO FORMA		CELCA	
	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2017	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	5 779 169	6 989 057	6 329 643	4 466 666	4 081 884	4 466 666
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle	0	5 415 187	0	4 601 436	0	3 095 999
Total	5 779 169	12 404 244	6 329 643	9 068 102	4 081 884	7 562 665

Au 31 décembre 2018, pour la CEGEE, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 1 941 543 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 2 234 926 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 385 560 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 403 766 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 1 270 783 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 1 365 578 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 1 876 448 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus EBCE contre 4 450 208 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 22 180 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE dans le cadre du dispositif PRCT contre 24 125 milliers d'euros au 31 décembre 2017,

- 219 701 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de la Compagnie de Financement Foncier dans le cadre du dispositif SCF Trésorerie contre 203 042 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 21 960 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du dispositif PLS contre 24 710 milliers d'euros au 31 décembre 2017.
- 4 458 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque du Conseil de l'Europe (BDCE) contre 5 119 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Caisse d'Epargne Grand Est Europe en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

La Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un « compte d'affectation spécial (CAS) », figurant parmi les comptes ordinaires de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2018, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les « Autres valeurs affectées en garantie » et s'élève à 36 537 milliers d'euros (contre 35 492 milliers d'euros au 31 décembre 2017).

4.2. Opérations sur instruments financiers à terme :

4.2.1. Instruments financiers et opérations de change à terme :

(En milliers d'Euros)	CEGEE				PRO FORMA				CELCA			
	31/12/2018				31/12/2017				31/12/2017			
	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur	Couverture	Autres opérations	Total	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	2 984 924	4 500	2 989 424	-155 256	4 407 482	0	4 407 482	-17 367	3 316 891		3 316 891	-119 044
Opérations de gré à gré	2 984 924	4 500	2 989 424	-155 256	4 407 482	0	4 407 482	-17 367	3 316 891	0	3 316 891	-119 044
Total opérations fermes	2 984 924	4 500	2 989 424	-155 256	4 407 482	0	4 407 482	-17 367	3 316 891	0	3 316 891	-119 044
Opérations sur marchés organisés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Options de taux d'intérêt	20 000	0	20 000	-41	26 000		26 000	175	6 000	0	6 000	-39
Opérations de gré à gré	20 000	0	20 000	-41	26 000	0	26 000	175	6 000	0	6 000	-39
Total opérations conditionnelles	20 000	0	20 000	-41	26 000	0	26 000	175	6 000	0	6 000	-39
Total instruments financiers et de change à terme	3 004 924	4 500	3 009 424	-155 297	4 433 482	0	4 433 482	-17 192	3 322 891	0	3 322 891	-119 083

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux et FRA pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de devises.

4.2.2. Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré :

(En milliers d'Euros)	CEGEE					PRO FORMA					CELCA				
	31/12/2018					31/12/2017					31/12/2017				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Swaps de taux d'intérêt	1 761 353	1 223 571	4 500		2 989 424	2 039 108	2 368 374	0		4 407 482	1 436 891	1 880 000	0		3 316 891
Opérations fermes	1 761 353	1 223 571	4 500	0	2 989 424	2 039 108	2 368 374	0	0	4 407 482	1 436 891	1 880 000	0	0	3 316 891
Options de taux d'intérêt	20 000	0	0		20 000	26 000	0			26 000	6 000	0	0		6 000
Opérations conditionnelles	20 000	0	0	0	20 000	26 000	0	0	0	26 000	6 000	0	0	0	6 000
Total	1 781 353	1 223 571	4 500	0	3 009 424	2 065 108	2 368 374	0	0	4 433 482	1 442 891	1 880 000	0	0	3 322 891

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018					31/12/2017					31/12/2017				
	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total	Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion spécialisée	Total
Juste valeur	-145 742	-9 477	-78	0	-155 297	-215 381	-5 593	0	0	-220 974	-117 666	-1 417	0	0	-119 083

4.2.3. Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations de gré à gré	348 799	1 929 040	707 085	2 984 924
Opérations fermes	348 799	1 929 040	707 085	2 984 924
Opérations de gré à gré	20 000			20 000
Opérations conditionnelles	20 000	0	0	20 000
Total	368 799	1 929 040	707 085	3 004 924

4.3. Ventilation du bilan par devise :

(En milliers d'Euros)	CEGEE		PRO FORMA		CELCA	
	31/12/2018		31/12/2017		31/12/2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	28 165 982	28 173 318	28 039 073	28 039 736	19 035 430	19 036 093
Dollar	20 573	19 650	4 700	4 275	3 379	2 954
Livre sterling	525	223	303	210	303	210
Franc suisse	266 046	260 223	261 670	261 670	0	0
Yen	56	0	0	0	0	0
Autres	1 012	780	3 917	3 772	2 931	2 786
Total	28 454 194	28 454 194	28 309 663	28 309 663	19 042 043	19 042 043

Note 5. – Informations sur le compte de résultat.**5.1. Intérêts, produits et charges assimilés :**

(En milliers d'Euros)	CEGEE			PRO FORMA			CELCA		
	Exercice 2018			Exercice 2017			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	79 382	-39 949	39 433	90 785	-53 457	37 328	55 871	-37 517	18 354
Opérations avec la clientèle	360 656	-218 062	142 594	396 882	-227 248	169 634	267 002	-153 914	113 088
Obligations et autres titres à revenu fixe	113 258	-41 187	72 071	122 461	-44 693	77 768	87 283	-29 306	57 977
Autres			0	5 138	-15 213	-10 075	2 302	-12 156	-9 854
Total	553 296	-299 198	254 098	615 266	-340 611	274 655	412 458	-232 893	179 565

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 1 865 milliers d'euros pour l'exercice 2018, contre 232 milliers d'euros pour l'exercice 2017.

La diminution des produits sur « Opérations avec la clientèle » et l'augmentation des produits sur « Obligations et autres titres à revenu fixe » s'expliquent notamment par les opérations de titrisation décrite en note 1.3.

5.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées. — Aucun produit ni aucune charge de crédit-bail et locations assimilées n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2018.

5.3. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017
Participations et autres titres détenus à long terme	2 091	4 621	1 431
Parts dans les entreprises liées	25 073	24 381	16 925
Total	27 164	29 002	18 356

5.4. Commissions :

(En milliers d'Euros)	CEGEE			PRO FORMA			CELCA		
	Exercice 2018			Exercice 2017			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	96	-10	86	240	-428	-188	92	-217	-125
Opérations avec la clientèle (1)	69 457	-62	69 395	75 985	-60	75 925	54 515	-53	54 462
Opérations sur titres	7 754	-4 229	3 525	8 988	-4 288	4 700	6 871	-3 164	3 707
Moyens de paiement	55 966	-30 119	25 847	54 511	-23 170	31 341	34 963	-17 079	17 884
Opérations de change	507	-90	417	475	-99	376	59	0	59
Engagements hors bilan	19 413	-954	18 459	17 683	-1 153	16 530	13 466	-1 153	12 313
Prestations de services financiers	42 096		42 096	48 059	-3 640	44 419	24 570	0	24 570
Activités de conseil	200		200	132	0	132	109	0	109
Vente de produits d'assurance vie	51 635		51 635	46 140		46 140	33 914		33 914
Vente de produits d'assurance autres	23 530		23 530	18 176	0	18 176	18 176	0	18 176
Total	270 654	-35 464	235 190	270 389	-32 838	237 551	186 735	-21 666	165 069

Dont :

- Produits de commissions sur comptes 56 091 milliers d'euros en 2018 et 51 918 milliers d'euros en 2017
- Produits de commissions sur crédits 9 724 milliers d'euros en 2018 et 20 822 milliers d'euros en 2017

5.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017
Opérations de change	485	85	-14
Instruments financiers à terme	-7 873	-75	96
Total	-7 388	10	82

5.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés :

(En milliers d'Euros)	CEGEE				PRO FORMAT				CELCA			
	Exercice 2018				Exercice 2017				Exercice 2017			
	Placement	Investissement	TAP	Total	Placement	Investissement	TAP	Total	Placement	Investissement	TAP	Total
Dépréciations	-2 915	42		-2 873	137	581	239	957	48		98	146
Dotations	-2 915		-205	-3 120	-87		-133	-220	-9		-74	-83
Reprises	0		247	247	224	581	372	1 177	57		172	229
Résultat de cession	734	2 944		3 678	8 938		2 536	11 474	6 438		1 800	8 238
Total	-2 181	0	2 986	805	9 075	581	2 775	12 431	6 486	0	1 898	8 384

5.7. Autres produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	CEGEE			PRO FORMA			CELCA		
	Exercice 2018			Exercice 2017			Exercice 2017		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	total	Produits	Charges	total
Quote-part d'opérations faites en commun	4 954	-5 240	-286	4 955	-5 007	-52	3 433	-3 703	-270
Refacturations de charges et produits bancaires	0	0	0	34	0	34	0	0	0
Activités immobilières	1 097	-467	630	1 141	-459	682	432	-219	213
Autres activités diverses	5 527	-9 452	-3 925	2 422	-6 583	-4 161	2 202	-4 560	-2 358
Autres produits et charges accessoires	91	0	91	2 017	-203	1 814	72	0	72
Total	11 669	-15 159	-3 490	10 569	-12 252	-1 683	6 139	-8 482	-2 343

5.8. Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'Euros)	CEGEE	PRO FORMA	CELCA
	Exercice 2018	Exercice 2017	Exercice 2017
Salaires et traitements	-134 788	-128 674	-85 501
Charges de retraite et assimilées	-32 351	-27 707	-17 541
Autres charges sociales	-40 870	-42 542	-29 677
Intéressement des salariés	-12 531	-12 240	-7 439
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-21 186	-20 766	-14 684
Total des frais de personnel	-241 726	-231 929	-154 842
Impôts et taxes	-14 433	-14 358	-10 589
Autres charges générales d'exploitation	-155 991	-132 690	-90 224
Total des autres charges d'exploitation	-170 424	-147 048	-100 813
Total	-412 150	-378 977	-255 655

Les charges générales d'exploitation de 2018 enregistrent, 41 500 milliers d'euros de frais spécifiquement liés à la fusion des 2 caisses.

L'effectif moyen du personnel en activité à la fin de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 084 cadres et 1 963 non-cadres, soit un total de 3 047 salariés.

Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel, son montant est de 4 147 milliers d'euros. L'utilisation du CICE est présentée dans la partie « Informations sociales, environnementales et sociétales » du rapport annuel.

5.9. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	CEGEE					PRO FORMA					CELCA				
	Exercice 2018					Exercice 2017					Exercice 2017				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs															
Clientèle	-60 462	33 887	-2 062	1 362	-27 275	-170 223	153 031	-2 635	905	-18 922	-119 712	105 472	-2 171	942	-15 469
Titres et débiteurs divers		196		736	932	-781	1 339		241	799		0			0
Provisions					0	-4 795	472			-4 323					0
Engagements hors bilan															
Provisions pour risque clientèle	-61 920	28 062			-33 858	-5 795	4 218			-1 577	-5 795	4 218			-1 577
Total	-122 382	62 145	-2 062	2 098	-60 201	-181 594	159 060	-2 635	1 146	-24 023	-125 507	109 690	-2 171	942	-17 046
Dont:															
Reprises de dépréciations devenues sans objet		34 083					145 362					105 472			
Reprises de dépréciations utilisées		25 976					23 247					16 344			
Reprises de provisions devenues sans objet		28 062					6 795					4 218			
Reprises de provisions utilisées		-25 976					-16 344					-16 344			
Total des reprises		62 145					159 060					109 690			

5.10. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	CEGEE				PRO FORMA				CELCA			
	Exercice 2018				Exercice 2017				Exercice 2017			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations	-8 311	0	0	-8 311	-141	623	0	482	360	623	0	983
Dotations	-9 256			-9 256	-1 054			-1 054	-339			-339
Reprises	945			945	913	623		1 536	699	623		1 322
Résultat de cession	-492		118	-374	3 649		-465	3 184	3 725		-303	3 422
Total	-8 803	0	118	-8 685	3 508	623	-465	3 666	4 085	623	-303	4 405

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autre titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- 9 256 milliers d'euros de dotations aux dépréciations sur titres de participation, soit :
 - 1 544 milliers d'euros pour les titres de participations ;
 - 6 711 milliers d'euros pour les entreprises liées ;
 - 1 001 milliers d'euros pour les autres titres détenus à long terme.

- 945 milliers d'euros de reprises de dépréciations sur titres de participation, soit :
 - 487 milliers d'euros pour les entreprises liées ;
 - 366 milliers d'euros pour les titres de participation ;
 - 91 milliers d'euros sur les autres titres détenus à long terme.

- 492 milliers d'euros de plus-values nettes de résultat de cession, soit :
 - 562 milliers d'euros pour les titres de participation ;
 - 70 milliers d'euros sur les autres titres détenus à long terme.

5.11. Résultat exceptionnel. — Aucun résultat exceptionnel n'a été enregistré au cours de l'exercice 2018.

5.12. Impôt sur les bénéfices :

Détail des impôts sur le résultat 2018. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

<i>(En milliers d'Euros)</i>		Exercice 2018	
Bases imposables aux taux de		28% et 33,33%	15,00%
Au titre du résultat courant		7 232	1 807
Au titre du résultat exceptionnel		7 232	1 807
Imputations des déficits		0	
Bases imposables		7 232	1 807
Impôt correspondant		-2 384	-271
+ Contributions 3,3%		-53	-9
+ majoration de 10,7% (loi de Finances rectificative 2011)			
- Déductions au titre des crédits d'impôts		1 761	
- subv BPCE à recevoir (convention d'intégration fiscale)			
- IS net des Filiales intégrées		0	
Régul de Carry Back		0	
Taxe additionnelle 3% / Distributions			
Produit D'IS			
Ecart sur évaluation de la charge d'impôt			
Impôt comptabilisé		-676	-280
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales		0	
Impôt constaté d'avance		-52	
Reliquat IS		-931	
Provision Reliquat titres de participation		0	
Crédits d'impôts restitués		91	
Impôt sur prime de fusion		-345	
Provisions pour impôts		891	
Impôt différé/étalement actuariel du crédit d'impôt/prêts à 0%			
Total		-1 022	-280

La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 8 460 milliers d'euros.

5.13. Répartition de l'activité. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

Note 6. – Autres informations.

6.1. Consolidation. — En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 1er du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

6.2. Rémunérations, avances, crédits et engagements. — Les rémunérations versées en 2018 aux organes de direction s'élèvent à 4 739 milliers d'euros.

L'encours global des crédits consentis aux membres des organes de Direction et de Surveillance s'élève à 2 583 milliers d'euros.

6.3. Honoraires des commissaires aux comptes :

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes												
Montants en milliers d'euros	Deloitte				KPMG				PricewaterhouseCoopers Audit			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2018	2017	2018	2017	2018 (1)	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Audit												
Missions de certification des comptes	224	144	100%	100%	238	247	100%	95%	0	101		80%
Services autres que la certification des comptes	0	0	0%	0%	0 (1)	14	0%	5%	0	26		20%
TOTAL	224	144	100%	100%	238	261	100%	100%	0	127		100%
Variation (%)	56%				-9%				-100%			

Montants en milliers d'euros	TOTAL			
	Montant		%	
	2018	2017	2018	2017
Audit				
Missions de certification des comptes	462	492	100%	92%
Services autres que la certification des comptes	0	40	0%	8%
TOTAL	462	532	100%	100%
Variation (%)	-13%			

(1) En sus des informations ci-dessus, les honoraires relatifs à la mission de vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière (services autre que la certification), représentent, pour l'exercice 2018, un montant de 21 milliers d'euros

6.4. Implantations dans les pays non coopératifs. — L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 8 avril 2016 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2018, la Caisse d'Épargne Grand Est Europe n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018)

A l'assemblée générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe,

I. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

II. Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit.** — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective :

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>La Caisse est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Caisse en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, dans le cadre d'un changement d'estimation des provisions collectives antérieurement comptabilisées, votre Caisse a décidé d'enregistrer, dans ses comptes sociaux, des dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une détérioration significative du risque de crédit. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits non douteux</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits, – apprécier les travaux des auditeurs du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère approprié des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations - ont apprécié la pertinence des paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018 - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits. <p>Dépréciation des encours de crédit douteux et douteux compromis</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>
<p>Les expositions nettes aux risques de crédit et de contrepartie des seuls prêts et créances sur la clientèle représentent près de 58% du total bilan de l'établissement au 31 décembre 2018.</p> <p>Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 176 million d'euros pour un encours brut de 16 675 million d'euros (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciation de 340 MILLION D'EUROS) au 31 décembre 2018.</p> <p>Les dépréciations et provisions constituées en couverture de risques de crédit s'élèvent à 242 million d'euros, dont 66 million d'euros de provisions inscrites au passif. Le coût du risque sur l'exercice 2018 est une charge nette et s'élève à 60 million d'euros (contre une charge nette de 24 million d'euros (comptes pro-forma) sur l'exercice 2017).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.3.2, 3.2, 3.10.2 et 5.9 de l'annexe.</p>	

— Valorisation des titres BPCE :

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE.</p> <p>Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans l'exercice de valorisation.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre, en outre, la valorisation de l'organe central lui-même, au travers des coûts de structure et de la trésorerie centrale, valorisés sur la base de données prévisionnelles, ainsi que les marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant.</p> <p>Au regard de l'actif net réévalué de BPCE au 31 décembre 2018, la valeur du titre apparaît inchangée par rapport à l'exercice précédent, conduisant à maintenir la même valeur nette comptable des titres BPCE dans les comptes de votre Caisse.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE SA constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette ligne de titre au sein du bilan de votre Caisse, ainsi que de la sensibilité sur la valorisation de ce titre de certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (Natixis, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité, – la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles, – l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique en 2016.
La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 812 MILLION D'EUROS au 31 décembre 2018.	
Pour plus de détail sur les principes comptables, se référer aux notes 2.3.4 et 3.4.1 de l'annexe.	

IV. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil d'orientation et de surveillance, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations. — En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes. — Le cabinet KPMG FS I a été nommé commissaire aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe (anciennement Caisse d'Epargne et de Prévoyance Lorraine Nord) par l'assemblée générale du 26 avril 2003.

Le cabinet Deloitte & Associés a été nommé commissaire aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe (anciennement la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Lorraine Champagne-Ardenne) par l'assemblée générale du 20 avril 2015.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG FS I était dans la 16ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 4ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-la Défense et Nancy, le 8 avril 2019

Les commissaires aux comptes :

KPMG FS I;

Ulrich Sarfati;

Associé;

DELOITTE & ASSOCIES;

Jean-Marc Mickeler;

Associé;

Anne Philipona-Hintzy;

Associée.

B — Comptes consolidés IFRS.**I. — Compte de résultat consolidé.**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Notes	Exercice 2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	568 004
Intérêts et charges assimilées	4.1	-305 442
Commissions (produits)	4.2	265 099
Commissions (charges)	4.2	-35 455
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	1 323
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	25 850
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-371
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.7	0
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.7	0
Produit net des activités d'assurance	9.2.1	0
Produits des autres activités	4.6	11 743
Charges des autres activités	4.6	-14 868
Produit net bancaire		515 883
Charges générales d'exploitation	4.7	-410 030
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		-18 083
Résultat brut d'exploitation		87 770
Coût du risque de crédit	7.1.1	-31 311
Résultat d'exploitation		56 459
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	12.4.2	-4 738
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	118
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.5.2	-0
Résultat avant impôts		51 839
Impôts sur le résultat	11.1	-12 889
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0
Résultat net		38 950
Participations ne donnant pas le contrôle	5.18	0
Résultat net part du groupe		38 950

— Compte de résultat du 31/12/2017 en IAS 39 :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	PRO FORMA exercice 2017
Intérêts et produits assimilés	611 306
Intérêts et charges assimilées	-327 524
Commissions (produits)	266 558
Commissions (charges)	-32 436
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-2 443
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	50 541
Produits des autres activités	9 809
Charges des autres activités	-11 601
Produit net bancaire	564 210
Charges générales d'exploitation	-379 467
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-17 279
Résultat brut d'exploitation	167 464
Coût du risque	-23 818
Résultat d'exploitation	143 646
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	445
Gains ou pertes sur autres actifs	-465
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0
Résultat avant impôts	143 626
Impôts sur le résultat	-38 261
Résultat net	105 365
Participations ne donnant pas le contrôle	0
Résultat net part du groupe	105 365

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit

II. — Résultat global.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018
Résultat net	38 950
Eléments recyclables en résultat net	-9 935
Écarts de conversion	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-10 695
Réévaluation des actifs disponibles à la vente de l'activité d'assurance	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-1 606
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres recyclables	
Impôts liés	2 366
Eléments non recyclables en résultat net	-435
Réévaluation des immobilisations	
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	2 157
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-3 398
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables	
Impôts liés	806
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	-10 370
Résultat global	28 580
Part du groupe	28 580
Participations ne donnant pas le contrôle	
Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables	492

— Résultat global du 31/12/2017 en IAS 39 :

(En milliers d'Euros)	PRO FORMA exercice 2017
Résultat net	105 365
Ecarts de réévaluation sur régime à prestations définies	-828
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	0
Impôts	-139
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence non recyclable en résultat	0
Eléments non recyclables en résultat	-967
Ecarts de conversion	0
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-1 528
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	2 162
Impôts	-319
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence recyclable en résultat	0
Eléments recyclables en résultat	315
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (nets d'impôts)	-652
Résultat global	104 713
Part du groupe	104 713

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit.

III — Bilan consolidé.

Actif :

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2018	01/01/2018 (1)	PRO FORMA 31/12/2017 après reclassements IFRS 9 (2)
Caisse, banques centrales	5.1	123 783	119 786	119 786
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	195 667	214 705	102 901
Instruments dérivés de couverture	5.3	21 903	29 227	29 227
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.4	1 783 943	1 782 779	2 378 241
Titres au coût amorti	5.5.1	601 674	647 791	114 911
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.5.2	6 144 242	6 670 735	6 728 914
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.5.3	19 040 441	18 417 185	18 463 269
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 534	8 614	8 614
Placements des activités d'assurance	9.1.1			
Actifs d'impôts courants		31 334	21 690	21 690
Actifs d'impôts différés	11.1	58 687	69 953	59 529
Comptes de régularisation et actifs divers	5.8	372 198	411 505	411 474
Actifs non courants destinés à être cédés	5.9			
Participation aux bénéfices différée	9.1.16			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.4.1	14 356	17 530	17 605
Immeubles de placement	5.10	8 319	7 942	7 942
Immobilisations corporelles	5.11	97 558	102 750	102 750
Immobilisations incorporelles	5.11	4 206	5 155	5 155
Écarts d'acquisition	3.5			
Total des actifs		28 502 845	28 527 347	28 572 008

(1) Le passage du bilan au 31 décembre 2017 en IAS 39 au bilan au 1er janvier 2018 en IFRS 9 est présenté dans la partie 5.1.6

(2) Les montants du 31 décembre 2017 correspondent au bilan publié après reclassements sans changement de méthode de valorisation des actifs et passifs financiers présentés au format IFRS 9 (voir note 5.1.6 § 1).

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Passif :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Notes	31/12/2018	01/01/2018 (1)	PRO FORMA 31/12/2017 après reclassements IFRS 9 (2)
Banques centrales				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.2	27 579	26 963	26 963
Instruments dérivés de couverture	5.3	218 413	246 171	246 171
Dettes représentées par un titre	5.13	52 229	5 317	5 317
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.12.1	5 360 194	5 435 701	5 435 614
Dettes envers la clientèle	5.12.2	19 688 732	19 591 502	19 591 502
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0	0
Passifs d'impôts courants		1 271	1 213	1 213
Passifs d'impôts différés	11.2	0	4 932	11 955
Comptes de régularisation et passifs divers	5.14	416 948	512 813	512 812
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	5.9	0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	9.1.11	0	0	0
Provisions	5.15	116 029	120 373	105 284
Dettes subordonnées	5.16	0	0	0
Capitaux propres		2 621 450	2 582 362	2 634 404
Capitaux propres part du groupe		2 621 450	2 582 362	2 634 404
Capital et primes liées	5.17.1	1 392 929	1 018 458	1 018 458
Réserves consolidées		1 364 747	1 728 977	1 566 635
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-175 176	-165 073	50 084
Résultat de la période		38 950		0
Participations ne donnant pas le contrôle	5.18	0	0	0
Total des passifs et capitaux propres		28 502 845	28 527 347	28 572 008

(1) Le passage du bilan au 31 décembre 2017 en IAS 39 au bilan au 1er janvier 2018 en IFRS 9 est présenté dans la partie 5.1.6

(2) Les montants du 31 décembre 2017 correspondent au bilan publié après reclassements sans changement de méthode de valorisation des actifs et passifs financiers présentés au format IFRS 9 (voir note 5.1.6 § 1).

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit.

IV — Tableau de variation des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes			Recyclables		Non recyclables					
					Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies				
Capitaux propres au 1er janvier 2017	446 877	336 581	959 041	37 582		-395		-8 088		1 771 598		1 771 598
Distribution			-10 716							-10 716		-10 716
Augmentation de capital			13 390							13 390		13 390
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				-2 111		1 717		-976		-1 370		-1 370
Résultat de la période									70 001	70 001		70 001
Autres variations												
Capitaux propres au 31 décembre 2017	446 877	336 581	961 715	35 471		1 322		-9 064	70 001	1 842 903		1 842 903
Affectation du résultat de l'exercice 2017			70 001						-70 001	0		0
Effets des changements liés à la première application d'IFRS 9 (1)			115 910	-35 471	13 805		-123 875			-29 631		-29 631
Fusion rétroactive au 01/01/18 (2)	235 000	375 156	206 195		3 022		-50 034	-249		769 090		769 090
Capitaux propres au 1er janvier 2018	681 877	711 737	1 353 821		16 827	1 322	-173 909	-9 313		2 582 362		2 582 362
Distribution			-16 654							-16 654		-16 654
Augmentation de capital			30 190							30 190		30 190
Transfert entre les composantes de capitaux propres			-2 610							-2 610		-2 610
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-8 613	-1 322	-2 634	2 466		-10 103		-10 103
Résultat de la période									38 950	38 950		38 950
Autres variations		-685								-685		-685
Capitaux propres au 31 décembre 2018	681 877	711 052	1 364 747		8 214	0	-176 543	-6 847	38 950	2 621 450		2 621 450

(1) Il s'agit des impacts du groupe Caisse d'Epargne Lorraine Champagne Ardennes.

(2) Il s'agit des impacts du groupe Caisse d'Epargne d'Alsace.

V — Tableau des flux de trésorerie.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	PRO FORMA exercice 2017
Résultat avant impôts	51 839	143 626
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	17 233	17 727
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	2 875	-6 071
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	4 738	-445
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	-47 830	-37 142
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	-73 051	8 390
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	-96 035	-17 541
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	361 481	285 771
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-483 332	-290 865
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	73 981	-13 548
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	60 138	33 380
Impôts versés	-13 440	-31 343
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-1 172	-16 605
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-45 368	109 480
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	6 135	122 998
Flux liés aux immeubles de placement	-384	202
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-12 247	-14 945
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-6 496	108 255
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-16 654	-16 456
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	5 941	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	-10 713	-16 456
Effet de la variation des taux de change (D)	0	0
Flux nets de trésorerie et des Équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-62 577	201 279
Caisse et banques centrales	119 786	117 845
Caisse et banques centrales (actif)	119 786	117 845
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	767 496	568 158
Comptes ordinaires débiteurs	793 322	623 677
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	-25 826	-55 519
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	887 282	686 003
Caisse et banques centrales	123 783	119 786
Caisse et banques centrales (actif)	123 783	119 786
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	700 922	767 496
Comptes ordinaires débiteurs (1)	723 465	793 322
Comptes et prêts à vue	0	0
Comptes créditeurs à vue	-22 543	-25 826
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à la clôture	824 705	887 282
Variation de la trésorerie nette	-62 577	201 279

(1) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les données présentées dans la colonne « PRO FORMA » n'ont pas fait l'objet d'un audit.

VI — Première application d'IFRS 9.

1. Incidence de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018. — Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe applique la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et remplaçant IAS 39 depuis le 1^{er} janvier 2018. Les options retenues sont décrites en note 2.2 et les principes comptables en note 4. Les principaux impacts de la première application d'IFRS 9 sur le bilan au 1^{er} janvier 2018 sont les suivants :

Classement et évaluation. — L'essentiel des actifs financiers qui étaient évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs financiers évalués à la juste valeur selon IAS 39 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat), continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9.

Les principaux reclassements sont les suivants :

- pour les portefeuilles de crédit de la banque de proximité, les impacts sont très limités et concernent principalement :
 - certains instruments qui étaient évalués au coût amorti et classés en prêts et créances selon IAS 39 et qui sont évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat parce que leurs flux de trésorerie contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,
 - les prêts structurés consentis aux collectivités locales qui étaient désignés à la juste valeur par résultat sur option selon IAS 39 et sont désormais classés en actifs financiers non basiques selon IFRS 9 au sein du poste actif à la juste valeur par résultat. Ces actifs étant déjà mesurés à la juste valeur par résultat en IAS 39, ce reclassement n'a pas d'impact sur les fonds propres du groupe.
- pour les autres portefeuilles de financement :
 - les opérations de pension classées parmi les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat selon IAS 39 au titre d'une gestion globale à la juste valeur et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat,
 - les opérations de pension classées en prêts et créances et en dettes et évaluées au coût amorti selon IAS 39 et relevant d'un modèle de gestion de transaction selon IFRS 9 sont désormais comptabilisés dans les actifs à la juste valeur par résultat,
- pour les portefeuilles de titres :
 - selon IAS 39, les titres de la réserve de liquidité étaient soit évalués au coût amorti parce qu'ils étaient classés parmi les prêts et créances ou parmi les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, soit évalués à la juste valeur parce qu'ils étaient classés parmi les actifs disponibles à la vente en fonction de leurs caractéristiques, de la manière dont ils étaient gérés et selon qu'ils étaient couverts ou non contre le risque de taux. La répartition de ces titres de dette est différente sous IFRS 9 avec un choix, au niveau de chaque entité du groupe, entre un classement au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres selon qu'ils sont gérés dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie ou dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente,
 - les parts d'OPCVM ou de FCPR, à l'exception de celles du métier de l'assurance, qualifiées d'instruments de capitaux propres et classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont évalués selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat en raison de leur nature d'instrument de dettes sous IFRS 9 et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels qui ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,
 - les titres de participation classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, sont classés par défaut à la juste valeur par résultat selon IFRS 9. Lorsque les entreprises du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe en ont fait individuellement le choix irrévocable, les titres sont classés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, les parts de titrisation évaluées au coût amorti et classées parmi les prêts et créances selon IAS 39, (i) sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat selon IFRS 9 si leurs flux contractuels ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal, (ii) sont évaluées à la juste valeur par capitaux propres si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et de vente et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal et (iii) sont maintenues au coût amorti si elles sont gérées dans un modèle de gestion de collecte des flux de trésorerie et représentent uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur ou par capitaux propres ont un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme. Néanmoins ces reclassements étant limités ou affectant des actifs dont la juste valeur ne diffère pas significativement de la valeur au coût amorti compte tenu notamment de la maturité résiduelle des opérations concernées, l'impact de ces reclassements dans les capitaux propres d'ouverture du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe au 1^{er} janvier 2018 n'est pas significatif.

Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe a par ailleurs décidé d'appliquer l'option offerte par la recommandation de l'ANC n° 2017-02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire selon les normes comptables internationales de présenter distinctement au bilan et au compte de résultat les activités d'assurance.

L'effet des reclassements entre catégories d'actifs financiers n'a pas d'impact significatif sur les capitaux propres du groupe au 1^{er} janvier 2018. L'essentiel des actifs financiers évalués au coût amorti sous IAS 39 continuent à remplir les conditions pour une évaluation au coût amorti selon IFRS 9. De même, l'essentiel des actifs évalués à la juste valeur selon IAS 39 continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat).

Dépréciation. — La nouvelle méthodologie d'évaluation du risque de crédit introduite par IFRS 9 conduit à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements de financement et de garantie. Il en est de même des créances résultant de contrats de location, des créances commerciales et des actifs sur contrats.

Un seul modèle de provisionnement prévaut désormais alors que sous IAS 39, un modèle de provisionnement distinct existait pour : (i) les instruments évalués au coût amorti, (ii) les instruments de dettes évalués en « Actifs disponibles à la vente », (iii) les instruments de capitaux propres évalués en « Actifs disponibles à la vente » et (iv) les instruments maintenus au coût. Ce nouveau modèle s'applique à l'identique pour les instruments évalués au coût amorti et pour les instruments de dettes évalués à la juste valeur en contrepartie des « Capitaux propres » recyclables. En revanche, sous IFRS 9, les instruments de capitaux propres ne sont plus dépréciés puisqu'ils doivent être évalués à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par « Capitaux propres » non recyclables.

Sous IAS 39, les dépréciations ab initio étaient strictement interdites. Un actif ou un groupe d'actif ne devaient être dépréciés que si :

- il existait une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (ie événement générateur de pertes – loss event) ;

– et, ces événements générateurs de pertes avaient un impact sur les flux de trésorerie estimés de l'actif financier.

La norme IFRS 9 impose dorénavant aux entités de reconnaître les dépréciations à un stade plus précoce, c'est à dire dès la date de première comptabilisation de l'instrument financier. C'est l'application de ce principe qui conduit à une augmentation du montant des dépréciations constatées sur les actifs concernés.

Aux bornes du groupe de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe, l'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de -62 299 milliers d'euros avant impôts (-49 066 milliers d'euros après impôts).

Les dépréciations pour risque de crédit s'élèvent désormais à 271 482 milliers d'euros en application de la norme IFRS 9 contre un montant de 209 183 milliers d'euros au 31 décembre 2017 en application des normes IAS 39 et IAS 37.

Elles se ventilent entre 29 907 milliers d'euros concernant les actifs financiers et engagements de financement et de garantie relevant du statut 1 (stage 1 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à un an), 51 714 milliers d'euros relevant du statut 2 (stage 2 correspondant un calcul sur la base des pertes attendues à maturité) et 189 862 milliers d'euros relevant du statut 3 correspondant aux actifs et engagements dits douteux/en défaut. Les dépréciations sur base de portefeuille constituées en application d'IAS 39 s'élevaient par ailleurs à 19 658 milliers d'euros au 31 décembre 2017.

Elles concernent en grande majorité les prêts et créances au coût amorti (246 165 milliers d'euros) et, dans une moindre mesure, les engagements de financement et de garantie (25 243 milliers d'euros) et les titres au coût amorti (74 milliers d'euros).

Le tableau ci-après présente le détail des effets du changement liés aux reclassements et à l'application de la nouvelle méthode de provisionnement entre IAS 39 et IFRS 9 par classe d'actifs et de passifs financiers. Les principes généraux de classement des instruments financiers en IFRS 9 sont présentés en note 2.5.1.

(En milliers d'Euros)	Bilan référentiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements des activités d'assurance maintenues en référentiel IAS 39	Reclassements IFRS 9(2)	Bilan après reclassements	Effets du changement			Bilan référentiel IFRS 9 au 1er janvier 2018	
					Valorisation(1)		Correction de valeur pour pertes de crédit		
Actif									
Caisses, banques centrales	119 786		0	119 786	0		0	119 786	Caisse, Banques Centrales
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	78 940		23 961	102 901	111 804	-	3	214 705	Actifs financiers à la juste valeur par résultat
Instruments dérivés de couverture	29 227		0	29 227	0		0	29 227	Instruments dérivés de couverture - JV positive
Actifs financiers disponibles à la vente	2 402 202		-2 402 202	0	0		0	0	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres
			2 378 241	2 378 241	-595 462	-	4	1 782 779	Prêts et créances sur les établissements de crédit
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 475 257		253 657	6 728 914	-58 166		-13	6 670 735	Prêts et créances sur la clientèle
Prêts et créances sur la clientèle	18 476 269		-13 000	18 463 269	1 039		-47 123	18 417 185	Titres de dette au coût amorti
			114 911	114 911	532 954	-	5	647 791	Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8 614		0	8 614	0		0	8 614	Placements des activités d'assurance
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	101 911		-101 911	0	0		0	0	Actifs d'impôts courants
			0	0	0		0	0	Actifs d'impôts différés
Actifs d'impôts courants	21 690		0	21 690	0		0	21 690	Comptes de régularisation et actifs divers
Actifs d'impôts différés	54 693		4 836	59 529	-2 789		13 213	69 953	Actifs non courants destinés à être cédés
Comptes de régularisation et actifs divers	665 131		-253 657	411 474	31		0	411 505	Participation aux bénéfices différée
Actifs non courants destinés à être cédés	0		0	0	0		0	0	Participations dans les entreprises mises en équivalence
Participation aux bénéfices différée	0		0	0	0		0	0	Immeubles de placement
Parts dans les entreprises mises en équivalence	17 605		0	17 605	-230		155	17 530	Immobilitisations corporelles
Immeubles de placement	7 942		0	7 942	0		0	7 942	Immobilitisations incorporelles
Immobilitisations corporelles	102 750		0	102 750	0		0	102 750	Ecarts d'acquisition
Immobilitisations incorporelles	5 155		0	5 155	0		0	5 155	
Ecarts d'acquisition	0		0	0	0		0	0	
Total de l'actif	28 567 172		4 836	28 572 008	-10 819		-33 842	28 527 347	

(1) Il s'agit du changement du mode d'évaluation de l'actif. Par exemple, un actif au coût amorti sous IAS 39 peut être évalué en juste valeur sous IFRS 9.

(2) Il s'agit essentiellement de reclassements qui concernent les actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance vers les nouvelles catégories sous IFRS 9, principalement les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ainsi que les titres de dette au coût amorti.

(3) Ce montant de valorisation comprend 5 405 milliers d'euros correspondant à des réévaluations.

(4) Ce montant de valorisation comprend -53 115 milliers d'euros correspondant à des réévaluations.

(5) Ce montant de valorisation comprend 42 750 milliers d'euros correspondant à des réévaluations.

(En milliers d'Euros)	Bilan référentiel IAS 39 au 31 décembre 2017	Reclassements des activités d'assurance maintenues en référentiel IAS 39	Reclassements IFRS 9	Bilan après reclassements	Effets du changement		Bilan référentiel IFRS 9 au 1er janvier 2018	
					Valorisation (1)	Correction de valeur pour pertes de crédit		
Passif								
Banques centrales	0		0	0	0	0	0	Banques centrales
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	26 963		0	26 963	0	0	26 963	Passifs financiers à la juste valeur par résultat
Instruments dérivés de couverture	246 171		0	246 171	0	0	246 171	Instruments dérivés de couverture
Dettes envers les établissements de crédit	5 435 614		0	5 435 614	87	0	5 435 701	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés
Dettes envers la clientèle	19 591 502		0	19 591 502	0	0	19 591 502	Dettes envers la clientèle
Dettes représentées par un titre	5 317		0	5 317	0	0	5 317	Dettes représentées par un titre
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0		0	0	0	0	0	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux
Passifs d'impôts courants	1 213		0	1 213	0	0	1 213	Passifs d'impôts courants
Passifs d'impôts différés	7 119		4 836	11 955	-7 043	20	4 932	Passifs d'impôts différés
Comptes de régularisation et passifs divers	512 812		0	512 812	1	0	512 813	Comptes de régularisation et passifs divers
Dettes sur actifs destinés à être cédés	0		0	0	0	0	0	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées
Provisions techniques des contrats d'assurance	0		0	0	0	0	0	Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance
Provisions	105 284		0	105 284	0	15 089	120 373	Provisions
Dettes subordonnées	0		0	0	0	0	0	Dettes subordonnées
Capitaux propres	2 635 177		0	2 635 177	-9 265	-43 550	2 582 362	Capitaux propres
Capitaux propres part du Groupe	2 635 177		0	2 635 177	-9 265	-43 550	2 582 362	Capitaux propres part du Groupe
Capital et réserves liées	1 018 458		0	1 018 458	0	0	1 018 458	Capital et réserves liées
Réserves consolidées	1 461 267		105 367	1 566 634	206 210	-43 868	1 728 976	Réserves consolidées
Gains et pertes latents	50 084		0	50 084	-215 475	318	-165 073	Gains et pertes comptabilisés directement en OCI
Résultat de la période	105 365		-105 365	0	0	0	0	Résultat de la période
Participations ne donnant pas le contrôle	0		0	0	0	0	0	Participations ne donnant pas le contrôle
Total du passif	28 567 172		4 836	28 572 008	-16 220	-28 441	28 527 347	

Il s'agit du changement du mode d'évaluation de l'actif. Par exemple, un actif au coût amorti sous IAS 39 peut être évalué en juste valeur sous IFRS 9.

2. Synthèse des reclassements entre IAS 39 et IFRS 9 par catégorie :

— Actifs financiers :

Actifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Notes	Valeur comptable sous IAS 39 au 31/12/2017	Valeur comptable sous IFRS 9 au 01/01/2018
Actifs financiers à la juste valeur par résultat			78 940	
Dont juste valeur par résultat relevant des opérations de transaction				
Instruments dérivés	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts et créances	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Dont juste valeur par résultat sur option				
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts ou créances sur établissements de crédit	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Prêts ou créances sur la clientèle	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	(a)	78 918	78 918
Titres reçus en pension	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Valeurs dérivés de transactions			22	22
Instruments dérivés de couverture			29 227	
	Instruments dérivés de couverture			29 227
Actifs financiers disponibles à la vente			2 402 202	
Titres à revenu fixe	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	(b)	1 396 415	9 602
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(c)		843 115
	Instruments de dettes au coût amorti	(c)		545 880
Titres à revenu variable	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	(d)	1 005 787	63 045
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(e)		939 664
Prêts ou créances	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
Prêts et créances (*)			24 951 526	
	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit			6 417 109
Comptes et prêts	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle		24 158 291	18 417 185
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	(f)		63 118
Comptes ordinaires débiteurs	Actifs financiers au coût amorti		793 235	
Titres à revenu fixe	Instruments de dettes au coût amorti			
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Valeurs et titres reçus en pension	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit			
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
Location financement	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			101 911	
	Instruments de dettes au coût amorti			101 911
Comptes de régularisation et actifs divers			665 131	
	Comptes de régularisation et actifs divers			411 505
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat			
	Prêts ou créances au coût amorti sur les établissements de crédit			253 626
	Prêts ou créances au coût amorti sur la clientèle			
Immeubles de placement			7 942	

	Immeubles de placement			7 942
Caisse, banques centrales			119 786	119 786
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			8 614	8 614
Actifs d'impôts courant			21 690	21 690
Actifs d'impôts différés			54 693	69 953
Actifs non courants destinés à être cédés			0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence			17 605	17 530
Immobilisations corporelles			102 750	102 750
Immobilisations incorporelles			5 155	5 155
Ecarts d'acquisition			0	0
Total			28 567 172	28 527 347

(*) Les provisions collectives sont en diminution de l'actif, comme les provisions individuelles et, donc incluses dans la valeur nette comptable des instruments

L'application des critères de la norme IFRS 9 (note 2.5.1) relatifs aux modèles de gestion et aux caractéristiques contractuelles des instruments financiers a conduit le groupe à effectuer les modifications suivantes concernant la classification des actifs financiers par rapport à IAS 39 :

(a) Les prêts et créances classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur sur option » sous IAS 39 gérés suivant un modèle de gestion de transaction ont été classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » sous IFRS 9 pour 78 918 milliers d'euros.

(b) Les instruments de dettes classés parmi les « Actifs financiers disponibles à la vente » sous IAS 39 ont été classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat » sous IFRS 9 à hauteur de 9 602 milliers d'euros en raison du non-respect du caractère basique.

(c) Les instruments de dettes correspondant principalement au portefeuille de titres de la réserve de liquidité, gérés suivant un modèle de gestion de collecte et de vente, ont été reclassés à hauteur de 843 115 milliers d'euros parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » sous IFRS 9. Ce reclassement n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres d'ouverture.

Les instruments de dettes correspondant principalement au portefeuille de titres de la réserve de liquidité classés parmi les « Actifs disponibles à la vente » sous IAS 39 et reclassés en actifs au coût amorti sous IFRS 9 s'élèvent à 545 880 milliers d'euros.

Ce reclassement n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres d'ouverture.

(d) Les parts d'OPCVM non consolidés représentant un montant de 57 145 milliers d'euros sont considérés comme des instruments de dette non basiques sous IFRS 9 et sont donc classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat ».

Les autres titres à revenu variable (hors titres de participation) gérés suivant un modèle de gestion de transaction sont reclassés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat » sous IFRS 9.

Les titres de participation reclassés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par le résultat » sous IFRS 9 s'élèvent à 5 900 milliers d'euros.

(e) Les titres de participation reclassés sur option parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres » (non recyclables) sous IFRS 9 représentent un montant de 932 965 milliers d'euros.

(f) Il s'agit des prêts ou créances classés parmi les « Prêts et créances » sous IAS 39 et reclassés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » sous IFRS 9 en raison du non-respect du caractère basique pour 63 118 milliers d'euros.

Ce reclassement a eu un impact de 5 405 milliers d'euros sur les capitaux propres.

Les effets du changement relatif aux changements de classification et à la mise en place de la nouvelle méthode de provisionnement sont communiqués en note 3.

— Passifs financiers :

Passifs financiers sous IAS 39	Classification sous IFRS 9	Notes	Valeur comptable sous IAS 39 au 31/12/2017	Valeur comptable sous IFRS 9 au 01/01/2018
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			26 963	
Dont juste valeur par résultat relevant des opérations de transaction				
Instruments dérivés	Passifs financiers à la juste valeur par résultat		26 963	
Titres	Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Autres dettes	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Dont juste valeur par résultat sur option	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Titres et valeurs donnés en pension	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			26 963
Autres dettes	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Instruments dérivés de couverture			246 171	

	Instruments dérivés de couverture		246 171	246 171
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle			25 027 116	
Dépôts et emprunts	Dettes envers les établissements de crédit			
	Dettes envers la clientèle			
Comptes ordinaires créditeurs	Dettes envers les établissements de crédit			
	Dettes envers la clientèle			
Valeurs et titres donnés en pension	Dettes envers les établissements de crédit			
	Dettes envers la clientèle			
	Passifs financiers au coût amorti			25 027 203
	Passifs financiers à la juste valeur par résultat			
Autres dettes			25 027 116	
Comptes de régularisation et passifs divers			512 812	512 813
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Titres à revenu fixe	Placements des activités d'assurance			
	Instruments de dettes au coût amorti			
Comptes de régularisation et actifs divers				
Provisions techniques des contrats d'assurance	Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Dettes représentées par un titre			5 317	5 317
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			0	0
Passifs d'impôts courant			1 213	1 213
Passifs d'impôts différés			7 119	4 932
Dettes sur actifs destinés à être cédés			0	0
Provisions		(a)	105 284	120 373
Dettes subordonnées			0	0
Capitaux propres totaux			2 635 177	2 582 362
Total			28 567 172	28 527 347

(a) L'impact sur les provisions est due à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux engagements par signature

Les titres donnés en pension classés parmi les « Passifs financiers à la juste valeur sur option » sous IAS 39 et gérés suivant un modèle de gestion de transaction sont classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » sous IFRS 9 pour 26 963 milliers d'euros.

Il n'y a pas de titres donnés en pension classés parmi les « Prêts et créances » sous IAS 39 et gérés suivant un modèle de gestion de transaction qui sont classés parmi les « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » sous IFRS 9.

3. Tableau des effets du changement des dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues. — Ce tableau présente le détail des effets du changement lié à l'application de nouvelles règles de dépréciation ou de provisionnement du risque de crédit entre IAS 39 et IFRS 9.

Réconciliation des dépréciations et des provisions (en milliers d'euros)	Dépréciation ou provision sous IAS 39	Reclassements	Impacts IFRS 9	Dépréciation ou provision sous IFRS 9
Prêts et créances au coût amorti	199 029		47 136	246 165
Titres de dette au coût amorti			74	74
Instruments de dette disponibles à la vente / à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Total bilan	199 029		47 210	246 239
Provisions pour engagements par signature	10 154		15 089	25 243
Total dépréciations et provisions	209 183		62 299	271 482

VII. — Annexe aux états financiers du Groupe BPCE.

Note 1. – Cadre général.

1.1. – Le Groupe BPCE. — Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne. — Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE. — Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, dont Natixis société cotée détenue à 70,7825 %, sont organisés autour de trois grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, les Services Financiers Spécialisés et l'Assurance de Natixis, et les Autres réseaux (Crédit Foncier, Banque Palatine, BPCE International) ;
- la Gestion d'actifs et de fortune ;
- et la Banque de Grande Clientèle.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2. Mécanisme de garantie. — Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3. Événements significatifs :

Fusion absorption de la Caisse d'Epargne d'Alsace par la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne Ardenne. — La Caisse d'Epargne Grand Est Europe a été créée le 23 juin 2018 (fusion juridique) avec effet rétroactif tant sur le plan comptable que fiscal au 1er janvier 2018, dans le cadre d'une opération de fusion absorption de la Caisse d'Epargne d'Alsace (CEA) par la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne Ardenne (CELCA).

Les modalités pratiques de l'opération, impliquant des entités sous contrôle communs et qui est placée sous le régime de faveur (CGI article 210 A), ont fait l'objet d'un rapport du commissaire à la fusion dont les principales mesures sont décrites ci-après.

En raison de leur statut coopératif impliquant que les sociétaires de la CELCA (entité absorbante) et de la CEA (entité absorbée) n'ont pas droit aux réserves mais uniquement au remboursement du nominal de la part, le rapport d'échange a été fixé à 1 part sociale CELCA pour 1 part sociale CEA.

Conformément au règlement ANC n°2017-01 du 5 mai 2017 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations de fusions et opérations assimilées dans les comptes de l'entité absorbante ou bénéficiaire des apports et au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les éléments d'actif et de passif transmis par la CEA à la CELCA dans le cadre de la fusion ont été comptabilisés dans les comptes de l'absorbante pour leur valeur comptable nette à la date comptable de réalisation de la fusion.

La CEA a alors transmis à la CELCA l'universalité de son patrimoine dans l'état dans lequel il se trouvait à la date comptable de réalisation de la fusion.

La valeur nette comptable d'apport des éléments d'actif composant le patrimoine de la société absorbée, tels qu'ils ressortent de ses comptes sociaux au 31 décembre 2017 et transmis à l'absorbante s'élève à 9 267 620 milliers d'euros. La valeur nette comptable des dettes apportées représente 8 653 699 milliers d'euros.

L'actif net apporté, après prise en compte de l'impact de la distribution de l'intérêt aux parts sociales de l'exercice 2017 (3 760 milliers d'euros), s'établit à 610 161 milliers d'euros.

Les apports sont rémunérés par voie d'augmentation de capital d'une somme de 235 000 milliers d'euros par l'émission de 11 750 milliers de parts sociales d'un nominal de 20 euros chacune, entièrement libérées.

Une prime de fusion de 375 161 milliers d'euros, représentant la différence entre l'actif net transmis par l'absorbée et le montant de l'augmentation de capital de la Caisse absorbante a fait l'objet d'une inscription au passif du bilan.

Afin de présenter l'impact de l'opération sur les postes du bilan et du compte de résultat, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe a fait le choix de présenter des comptes pro forma non audités au titre de l'exercice 2017. Les opérations réciproques entre la CEA et la CELCA sont non significatives sur l'exercice 2017..

Opérations de titrisation 2018. — Au 31 décembre 2018, deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT. Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles.

La quote-part de créances cédées par la Caisse d'Epargne Grand Est Europe s'élève à 53 142 Milliers d'euros et 47 200 milliers d'euros de titres seniors émis par le FCT.

Cette opération prolonge les opérations de titrisation mises en place en 2014 (BPCE Master Home Loans/BPCE Master Home Loans Demut), en 2016 (BPCE Consumer Loans FCT 2016_5) et en 2017 (BPCE Home Loans 2017_5).

1.4. Événements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Note 2. – Normes comptables applicables et comparabilité.

2.1. Cadre réglementaire. — Les comptes consolidés du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

2.2. Référentiel. — Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2017 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers », adoptée par la Commission européenne le 22 novembre 2016, est applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 remplace IAS 39 et définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture. Compte-tenu du volume limité des reclassements opérés à l'actif, l'essentiel des opérations documentées en comptabilité de couverture selon IAS 39 reste documenté de la même façon en couverture à partir du 1^{er} janvier 2018. En revanche, les informations en annexes respectent les dispositions de la norme IFRS 7 amendée par IFRS 9.

Par ailleurs, le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avec la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance » avec des dispositions spécifiques pour les conglomerats financiers, applicable à partir du 1^{er} janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomerats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1^{er} janvier 2021 (date d'application de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions :

- de ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomerat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- d'indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- d'apporter des informations complémentaires spécifiques en note annexes.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 « contrats d'assurance » au 1^{er} janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1^{er} janvier 2022.

Le Groupe BPCE étant un conglomerat financier a choisi d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeurent en conséquence suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, les filiales d'assurances de COFACE, Natixis Assurances, BPCE Vie et ses fonds consolidés, Natixis Life, ADIR, BPCE Prévoyance, BPCE Assurances, BPCE IARD, Muracef, Surassur, Prépar Vie et Prépar Iard.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour interdire tout transfert d'instruments financiers entre son secteur d'assurance et le reste du groupe qui aurait un effet décomptabilisant pour l'entité cédante, cette restriction n'étant toutefois pas requise pour les transferts d'instruments financiers évalués en juste valeur par résultat par les deux secteurs impliqués.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 9, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Le Groupe BPCE détient en portefeuille quelques prêts à taux fixe avec clauses de remboursement anticipé symétriques. Dans un amendement à IFRS 9 publié en octobre 2017, le Board de l'IASB a précisé que la possibilité qu'une indemnité de remboursement anticipée soit négative n'était pas en soi incompatible avec la notion d'instrument financier basique. Cet amendement est d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2019 avec une application anticipée possible. L'amendement « Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative » a été adopté par la Commission Européenne le 22 mars 2018. Le Groupe BPCE a appliqué cet amendement par anticipation au 1^{er} janvier 2018.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes et interprétations actuelles relatives à la comptabilisation des produits. La norme IFRS 15 a été adoptée par l'Union européenne et publiée au JOUE le 29 octobre 2016. Elle est applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 de façon rétrospective. L'amendement « Clarification d'IFRS

15 » publié par l'IASB le 12 avril 2016, a été adopté par la Commission européenne le 31 octobre 2017 et est également applicable de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2018.

Selon cette norme, la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète désormais le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La norme IFRS 15 introduit ainsi une nouvelle démarche générale de comptabilisation du revenu en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

La norme IFRS 15 s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IAS 17), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Les travaux liés à la première application d'IFRS 15 se sont notamment appuyés sur des autodiagnostic réalisés au sein des établissements et filiales pilotes, puis transposés ensuite par l'ensemble des établissements et filiales significatifs du groupe. Ils ont permis d'identifier les principaux postes concernés, notamment :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe

Ces travaux ont également confirmé que le groupe n'est que très peu ou pas concerné par certains enjeux de première application de la norme IFRS 15 tels que la promotion immobilière, les programmes de fidélité ou la téléphonie.

Sur la base des travaux réalisés, le groupe n'a pas reconnu d'impacts significatifs lié à l'application de la norme IFRS 15, ni sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2018, ni sur les postes du compte de résultat de l'exercice 2018.

En application de l'option ouverte par les dispositions de la norme IFRS 15, le groupe a choisi de ne pas retraiter les exercices antérieurs publiés au titre d'information comparative pour ses états financiers.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

— Nouvelles normes publiées et non encore applicables :

Norme IFRS 16. — La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplacera la norme IAS 17 « Contrats de location » et les interprétations relatives à la comptabilisation de tels contrats. Adoptée par la Commission européenne le 31 octobre 2017, elle sera applicable au 1^{er} janvier 2019.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu est limité, les dispositions applicables étant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme.

IFRS 16 affectera principalement la comptabilisation des contrats de location en tant que preneur.

L'actuelle norme IAS 17, ne donne pas lieu à un enregistrement au bilan des contrats dits de location simple ou opérationnelle et seuls les loyers afférents sont enregistrés en résultat.

A contrario, la norme IFRS 16 impose au locataire la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations corporelles, et d'un passif locatif. Le passif locatif correspond à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés sur la durée du contrat. Le Groupe a prévu d'utiliser l'exception prévue par la norme en ne modifiant pas le traitement comptable des contrats de location de courte durée (inférieure à 12 mois) ou portant sur des actifs sous-jacents de faible valeur qui resteront comptabilisés en charge de la période avec une mention spécifique en annexe. Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif de location actuariellement en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal du groupe.

La charge relative au passif locatif figurera en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation sera comptabilisée parmi les charges d'exploitation.

Le groupe a engagé les travaux d'analyse d'impact de l'application de cette norme dès sa publication par l'IASB début 2016. Ces travaux se sont poursuivis au cours de l'exercice 2018. Les choix structurants en termes d'organisation et de systèmes d'information ont été réalisés au cours du premier semestre. Les travaux du second semestre ont été consacrés à la phase d'implémentation opérationnelle, actuellement en cours de finalisation avant leurs déploiements début 2019.

Eu égard aux activités du Groupe BPCE, la mise en œuvre de la norme IFRS 16 va porter dans une très large mesure sur les actifs immobiliers loués pour les besoins de l'exploitation à titre de bureaux et d'agences commerciales. Un impact significatif est donc attendu sur le poste « Immobilisations corporelles » sans que cela ne modifie le poids relativement faible des immobilisations sur le total du bilan.

Pour la première application de cette norme, le groupe a choisi la méthode rétrospective modifiée. Cette méthode conduira à évaluer le montant des passifs locatifs sur la base des paiements résiduels en utilisant les taux d'actualisation afférents aux durées résiduelles des contrats. En particulier, l'option de ne pas reconnaître au bilan les contrats d'une durée résiduelle inférieure à 12 mois au 1^{er} janvier 2019 sera appliquée. Les droits d'utilisation seront évalués en référence au montant des passifs locatifs déterminés à cette date. En date de comptabilisation initiale du droit d'utilisation et de la dette locative, aucun impôt différé ne sera constaté si la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes qui pourront résulter des variations ultérieures du droit d'utilisation et de la dette locative entraîneront la constatation d'un impôt différé.

Norme IFRS 17. — La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » a été publiée par l'IASB le 18 mai 2017 remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, cette norme sera applicable au 1er janvier 2021 avec un comparatif au 1er janvier 2020.

La norme IFRS 17 pose les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir relatifs aux contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme.

Valorisées aujourd'hui au coût historique, les obligations aux contrats devront être comptabilisées, en application de la norme IFRS 17, à la valeur actuelle. Pour cela, les contrats d'assurance seront valorisés en fonction des flux de trésorerie qu'ils vont générer dans le futur, en incluant une marge de risques afin de prendre en compte l'incertitude relative à ces flux. D'autre part, la norme IFRS 17 introduit la notion de marge de service contractuelle. Celle-ci représente le bénéfice non acquis par l'assureur et sera libérée au fil du temps, en fonction du service rendu par l'assureur à l'assuré.

Ces changements comptables pourraient modifier le profil du résultat de l'assurance (en particulier celui de l'assurance vie) et introduire également plus de volatilité dans le résultat.

Compte tenu de l'importance des changements apportés par la norme IFRS 17, les entités d'assurance du Groupe BPCE ont démarré leurs analyses d'impact et se sont dotées, en 2018, de structures projet, qui leur permettront au sein des différents chantiers d'appréhender l'ensemble des dimensions de la norme : modélisation, adaptation des systèmes et des organisations, production des comptes, communication financière et conduite du changement.

Lors de sa réunion du 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de reporter d'un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 « contrats d'assurance » au 1er janvier 2022. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire d'IFRS 9 pour les assureurs afin de l'aligner avec IFRS 17 au 1er janvier 2022.

IFRIC 23. — La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux » de juin 2017 est venue clarifier le traitement à retenir. Cette interprétation permet de tenir compte de l'incertitude qu'il peut y avoir quant à la position fiscale d'une entreprise pour évaluer et pour comptabiliser l'impôt exigible et l'impôt différé.

Ce texte adopté par la Commission européenne par règlement du 23 octobre 2018 s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019. Le groupe a entamé une réflexion sur son approche de recensement et de documentation des incertitudes et des risques fiscaux sans pour autant s'attendre à ce stade à un impact en terme de valorisation.

2.3. Recours à des estimations et jugements. — La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2018, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 10) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;
- la valorisation des titres mis en équivalence (note 12.4.2) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.15) et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 9) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 8.2) ;
- les impôts différés (note 11) ;

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

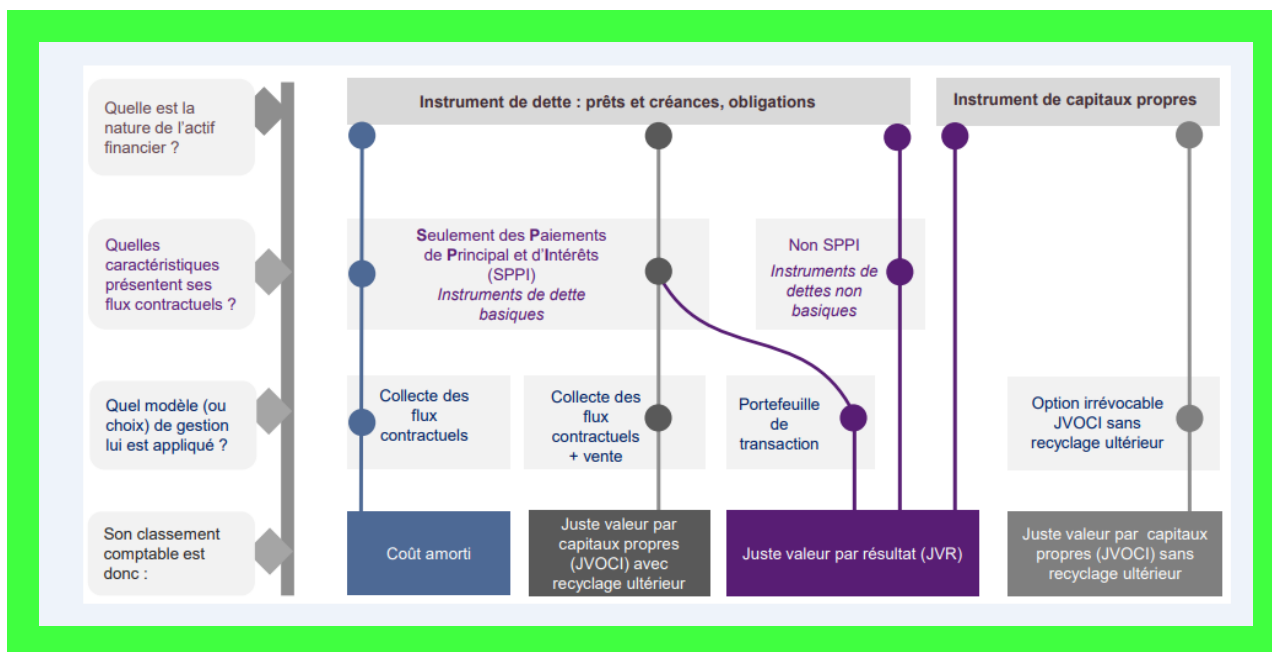
2.4. Présentation des états financiers consolidés et date de clôture. — En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2018. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ont été arrêtés par le directoire du 21 janvier 2019. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 23 avril 2019.

2.5. Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation. — Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.5.1. Classement et évaluation des actifs financiers. — La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE hors filiales d'assurance qui appliquent toujours IAS 39.

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés en coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



Modèle de gestion ou business model

Le business model de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

– un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :

- les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
- les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
- les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Services Financiers Spécialisés ;

– un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).

Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;

– un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest). — Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;

Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.

– les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

– les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la CDC.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (mismatch) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garanti, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables. — Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride doit être désormais enregistré en juste valeur par résultat lorsqu'il n'a pas la nature de dette basique.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les *cash-flow* d'origine et les *cash-flow* modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2. Opérations en devises. — Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Note 3. – Consolidation.

3.1. Entité consolidante. — L'entité consolidante du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe est la Caisse d'Epargne Grand Est Europe.

3.2. Périmètre de consolidation - méthodes de consolidation et de valorisation. — Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe figure en note 14 – Détail du périmètre de consolidation.

3.2.1. Entités contrôlées par le groupe. — Les filiales contrôlées par le Groupe BPCE sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle. — Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées. — Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- (a) des activités bien circonscrites ;
- (b) un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- (c) des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- (d) un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques (« tranches »).

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale. — L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation. — Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 14.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 « Avantages du personnel ».

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

3.2.2. Participations dans des entreprises associées et des coentreprises :

Définitions. — Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20% des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence. — Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs ».

Exception à la méthode de mise en équivalence. — Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste « Actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

3.2.3 - Participations dans des activités conjointes :

Définition. — Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes. — Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3.3. Règles de consolidation. — Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

3.3.1. Conversion des comptes des entités étrangères. — La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste « Réserves de conversion » et pour la part des tiers dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

3.3.2. Élimination des opérations réciproques. — L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés a été éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

3.3.3. Regroupements d'entreprises. — En application des normes IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « Etats financiers et individuels » révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
 - en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
 - soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes est effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

3.3.4. Engagements de rachat accordés à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale. —

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique « Autres passifs » ;

- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des « Participations ne donnant pas le contrôle » sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des « Réserves consolidées - Part du groupe » ;

- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des « Participations ne donnant pas le contrôle » sont intégralement comptabilisées dans les « Réserves consolidées - Part du groupe » ;

- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des « Participations ne donnant pas le contrôle » et des « Réserves consolidées - Part du groupe » pour leurs parts respectives ;

- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique « Participations ne donnant pas le contrôle » au compte de résultat consolidé.

3.3.5. Date de clôture de l'exercice des entités consolidées. — Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Par exception, les sociétés locales d'épargne (SLE) clôturent leurs comptes au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

3.4. Évolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2018. — Les principales entrées de périmètre au cours de l'exercice 2018 sont les suivantes :

- Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe a évolué au cours de l'exercice 2018, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») mentionnées en note 14 : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018 Demut.

- En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe contrôle et en conséquence consolidé, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

Au cours de l'exercice 2018, les autres variations du périmètre sont l'évolution de la filiale BCP Luxembourg consolidée par la méthode de mise en équivalence :

(En milliers d'Euros)	Pourcentage d'intérêts du groupe	
	À l'ouverture	À la clôture
BCP LUXEMBOURG	46,29%	49,93%

3.5. Ecarts d'acquisition :

3.5.1. Valeur des écarts d'acquisition . — Aucun écart d'acquisition n'est constaté au sein du groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe.

Note 4. – Notes relatives au compte de résultat.

L'essentiel. — Le produit net bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts
- les commissions
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti
- le produit net des activités d'assurance
- les produits et charges des autres activités

4.1. Intérêts, produits et charges assimilés :

Principes comptables. — Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant la comptabilisation des intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif financier instrument de dettes est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif financier instrument de dettes est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit (1)	70 571	-35 120	35 451
Prêts / emprunts sur la clientèle	431 991	-201 603	230 388
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	22 143	-3	22 140
Dettes subordonnées		0	0
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	524 705	-236 726	287 979
Opérations de location-financement	0	0	0
Titres de dettes	23 479		23 479
Autres	0		0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23 479		23 479
Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la JV par capitaux propres (2)	548 184	-236 726	311 458
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	2 407		2 407
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0		0
Instruments dérivés de couverture	17 364	-64 604	-47 240
Instruments dérivés pour couverture économique	49	-3 447	-3 398
Autres produits et charges d'intérêt	0	-665	-665
Total des produits et charges d'intérêt	568 004	-305 442	262 562

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 43 548 milliers d'euros (41 993 milliers d'euros en 2017) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

(2) Les produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers comportant un risque avéré (S3) s'élèvent à 6 418 milliers d'euros dont 6 418 milliers d'euros des actifs financiers au coût amorti.

— Tableau IAS39-31/12/2017 :

(En milliers d'Euros)	PRO FORMA exercice 2017		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts et créances avec la clientèle	459 067	-207 078	251 989
Prêts et créances avec les établissements de crédit	83 927	-49 504	34 423
Opérations de location-financement	0	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	-38	-38
Instruments dérivés de couverture	18 962	-70 712	-51 750
Actifs financiers disponibles à la vente	44 028	0	44 028
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 849	0	4 849
Actifs financiers dépréciés	233	0	233
Autres produits et charges d'intérêts	240	-192	48
Total des produits et charges d'intérêts	611 306	-327 524	283 782

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 1 866 milliers d'euros au titre de la reprise nette à la provision épargne logement (232 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017).

4.2. Produits et charges de commissions :

Principes comptables. — Les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service. — Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			PRO FORMA exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	96	-2	94	240	-2	238
Opérations avec la clientèle	72 361	-62	72 299	80 596	-219	80 377
Prestation de services financiers	7 607	-7 403	204	6 781	-8 549	-1 768
Vente de produits d'assurance vie	82 142		82 142	76 789	0	76 789
Moyens de paiement	55 966	-26 858	29 107	54 511	-21 263	33 248
Opérations sur titres	5 115	-86	5 030	6 325	-50	6 275
Activités de fiducie	2 639		2 639	2 743	-1 097	1 646
Opérations sur instruments financiers et de hors bilan	14 789	-955	13 834	13 344	-1 256	12 088
Autres commissions	24 384	-89	24 295	25 229	0	25 229
Total des commissions	265 099	-35 454	229 644	266 558	-32 436	234 122

4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Principes comptables. — Le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat (1)	2 778
Résultats sur instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	-841
Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	-841
Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	0
Résultats sur opérations de couverture	-1 102
Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	-250
Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	-852
Variation de la couverture de juste valeur	30 544
Variation de l'élément couvert	-31 396
Résultats sur opérations de change	488

Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 323
---	--------------

(1) y compris couverture économique de change

(1) La ligne « Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat » inclut sur l'exercice 2018 :

– La variation de juste valeur des dérivés qui sont :

– soit détenus à des fins de transaction ;

– soit des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture restrictifs requis par la norme IAS 39.

— **Tableau IAS39-2017 :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Pro forma exercice 2017
Résultats sur instruments financiers de transaction	5 888
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	-6 915
Résultats sur opérations de couverture	-1 439
Inefficacité de la couverture de juste valeur	-1 439
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	0
Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises	0
Résultats sur opérations de change	23
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-2 443

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	
	Montant comptabilisé en résultat net	Montant comptabilisé en capitaux propres
Résultats sur actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option	-841	
Résultats sur passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option		
Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	-841	

4.4. Profits ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Principes comptables. — Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

– les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.

– les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidés en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les profits et pertes des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables reprennent :

– les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts

– les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres

– les dépréciations comptabilisées au coût du risque

– les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

— **Instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables :**

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018		
	Montant comptabilisé en résultat	Montant comptabilisé en capitaux propres sur la période	Montant reclassé pour la période du cumul en capitaux propres au résultat net lors de la décomptabilisation
Produits et charges d'intérêt et assimilés			
Gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	122		
Coût du risque de crédit			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-10 695	
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	122	-10 695	

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018		
	Montant comptabilisé en résultat (dividendes)	Montant comptabilisé en capitaux propres sur la période	Montant reclassé pour la période en réserves lors de la décomptabilisation
Dividendes	25 728		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-3 890	492
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	122
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	25 728
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	25 850

— Tableau IAS39-2017 des AFS :

(En milliers d'Euros)	PRO FORMA exercice 2017
Résultats de cession	21 736
Dividendes reçus	28 871
Dépréciation durable des titres à revenu variable	-66
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	50 541

4.5. Gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti :

Principes comptables. — Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti d'actifs financiers (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018		
	Gains	Pertes	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit	1 562	0	1 562
Prêts ou créances sur la clientèle	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0
Total des gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	1 562	0	1 562
Dettes envers les établissements de crédit	0	-1 933	-1 933
Dettes envers la clientèle	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0
Dettes subordonnées	0	0	0
Total des gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	0	-1 933	-1 933

Les pertes associées aux cessions d'actifs financiers au coût amorti s'élèvent à 371 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

4.6. Produits et charges des autres activités :

Principes comptables. — Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			PRO FORMA exercice 2017		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	0	0	0	0	0	0
Produits et charges sur opérations de location	0	-12	-12	0	0	0
Produits et charges sur immeubles de placement	1 077	-450	627	1 129	-448	681
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	4 954	-5 384	-430	4 955	-5 005	-50
Charges refacturées et produits rétrocédés	0	-1	-1	34	-3	31
Autres produits et charges divers d'exploitation	5 712	-13 372	-7 660	3 691	-2 376	1 315
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	0	4 351	4 351	0	-3 769	-3 769
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	10 666	-14 406	-3 740	8 680	-11 153	-2 473
Total des produits et charges des autres activités	11 743	-14 868	-3 125	9 809	-11 601	-1 792

4.7 - Charges générales d'exploitation :

Principes comptables. — Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 19 502 milliers d'euros. Les cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 1 390 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 17 246 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2017. Le montant des contributions versées par le groupe représente pour l'exercice 4 100 milliers d'euros dont 3 485 milliers d'euros comptabilisés en charge et 615 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 2 339 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Charges de personnel	-237 928	-231 723
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-14 433	-13 613
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-157 669	-134 131
Autres frais administratifs	-172 102	-147 744
Total des charges générales d'exploitation	-410 030	-379 467

(1) Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 3 485 milliers d'euros (contre 2 994 milliers d'euros en 2017) et la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de 1 327 milliers d'euros (contre 1 851 milliers d'euros en 2017).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 8.1.

4.8. Gains ou pertes sur autres actifs :

Principes comptables. — Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	118	-465
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0	0
Total des gains ou pertes sur autres actifs	118	-465

Note 5 Notes relatives au bilan.**5.1. Caisse, banques centrales :**

Principes comptables. — Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès de la banque centrale au coût amorti.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Caisse	123 783	119 786
Banques centrales	0	0
Total Caisse, Banques centrales	123 783	119 786

5.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat :

Principes comptables. — Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Date d'enregistrement des titres. — Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.2.1 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

Principes comptables. — Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option. — La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment des dérivés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (1)	Total	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option (1)	Total
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (3)			Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers devant être obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat (3)		
Effets publics et valeurs assimilées								
Obligations et autres titres de dettes								
Autres		57 265		57 265		66 703		66 703
Titres de dettes		57 265		57 265		66 703		66 703
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension		58 223		58 223		58 223		58 223
Prêts à la clientèle hors opérations de pension		73 827		73 827		83 857		83 857
Opérations de pension (2)								
Prêts		132 050		132 050		142 080		142 080
Instruments de capitaux propres		6 228		6 228		5 900		5 900
Dérivés de transaction (1)	124			124	22			22
Dépôts de garantie versés								
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	124	195 543		195 667	22	214 683		214 705

(1) Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable »

(2) Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.23).

(3) inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts de fonds et les actions non désignées en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option et risque de crédit. — L'exposition au risque de crédit peut représenter une part essentielle de la juste valeur des prêts ou créances désignés à la juste valeur par résultat figurant au bilan. Lorsque des achats de protection ont été effectués en lien avec la mise en place de ces prêts, la juste valeur des dérivés de crédit liés est présentée.

La variation de juste valeur de ces actifs financiers imputable au risque de crédit n'est pas significative.

Le groupe ne couvre pas, par des achats de protection, le risque de crédit des prêts ou créances classés dans les instruments à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2017 et au 31 décembre 2018.

5.2.2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

Principes comptables. — Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1er janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transférée directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. — La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. — L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance. — L'option s'applique dans le cas de passifs géré et évalué à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés. — Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

A l'exception du portefeuille de dérivés de transaction dont la juste valeur négative s'élève à 27 579 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (26 963 milliers d'euros au 31 décembre 2017), le groupe n'a pas émis de passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat.

5.2.3. Instruments dérivés de transaction :

Principes comptables. — Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » et en « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ». Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Dérivés de taux	151 247	124	27 401	57 742	13	26 749
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	8 573	0	137	8 221	9	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	159 820	124	27 538	65 963	22	26 749
Dérivés de taux	20 000	0	41	20 000	0	214
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	20 000	0	41	20 000	0	214
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
Total des instruments dérivés de transaction	179 820	124	27 579	85 963	22	26 963
Dont marchés organisés	0	0	0	0	0	0
Dont opérations de gré à gré	179 820	124	27 579	85 963	22	26 963

5.3. Instruments dérivés de couverture :

Principes comptables. — Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Couverture de juste valeur. — La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie. — Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des « Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres », la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

— Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture) :

Documentation en couverture de flux de trésorerie. — Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

Documentation en couverture de juste valeur. — Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux », à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

– un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de surcouverture ;

– un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts.

Couverture d'un investissement net libellé en devises. — L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

– les portefeuilles de prêts à taux fixe

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

– un passif à taux fixe

– les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Au 31 décembre 2018, il n'y a plus de couvertures en flux de trésorerie.

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

– l'inefficacité « bi-courbes » : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à EONIA) est basée sur la courbe d'actualisation EONIA, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation Euribor

– des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 885 377	21 671	214 049	3 269 740	24 427	241 882
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	2 885 377	21 671	214 049	3 269 740	24 427	241 882
Instruments de taux	0	0	0	0	0	0
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	0	0	0
Couverture de juste valeur	2 885 377	21 671	214 049	3 269 740	24 427	241 882
Instruments de taux	0	232	4 364	1 080 000	4 800	4 251
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations fermes	0	232	4 364	1 080 000	4 800	4 251
Instruments de taux	0	0	0	6 000	0	38
Instruments sur actions	0	0	0	0	0	0
Instruments de change	0	0	0	0	0	0
Autres instruments	0	0	0	0	0	0
Opérations conditionnelles	0	0	0	6 000	0	38
Couverture de flux de trésorerie	0	232	4 364	1 086 000	4 800	4 289
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0
Couverture d'investissements nets en devises	0	0	0	0	0	0
Total des instruments dérivés de couverture	2 885 377	21 903	218 413	4 355 740	29 227	246 171

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste « Instruments de dérivés de couverture » à l'actif et au passif du bilan.

— Echancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2018 :

(En milliers d'Euros)	Inf à 1 an	De 1 an à 5 ans	De 6 à 10 ans	Sup à 10 ans
Couverture de taux d'intérêts	348 264	1 730 886	460 829	345 398
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	0	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	348 264	1 730 886	460 829	345 398
Couverture du risque de change				
Instruments de couverture de flux de trésorerie				
Instruments de couverture de juste valeur				
Couverture des autres risques				
Instruments de couverture de flux de trésorerie				
Instruments de couverture de juste valeur				
Couverture d'investissements nets en devises				
Total	348 264	1 730 886	460 829	345 398

— **Eléments couverts :**

— **Couverture de juste valeur :**

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018								
	Couverture du risque de taux			Couverture du risque de change			Couverture des autres risque (or, matières premières...)		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte (1)	Composante couverte restant à étaler (2)
Actif									
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	490 004	60 030							
Prêts ou créances sur les établissements de crédit									
Prêts ou créances sur la clientèle									
Titres de dette	490 004	60 030							
Actions et autres instruments de capitaux propres									
Actifs financiers au coût amorti	528 914	76 739	1 060						
Prêts ou créances sur les établissements de crédit									
Prêts ou créances sur la clientèle	50 817	49 757	1 060						
Titres de dette	478 097	26 982							
Passif									
Passifs financiers au coût amorti	637 179	13 582							
Dettes envers les établissements de crédit	637 179	13 582							
Dettes envers la clientèle									
Dettes représentées par un titre									
Dettes subordonnées									
Total - Couverture de juste valeur	381 739	123 187	1 060						

(1) Intérêts courus exclus

(2) Déqualification, fin de la relation de couverture

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 4.3 « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » ou en note 4.4 « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres recyclables.

— **Couverture de flux de trésorerie – Couverture d'investissements nets en devises :**

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2018				
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues	Dont partie inefficace	Solde des couvertures échues restant à étaler (1)	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	-4 132			-4 132	
Couverture de risque de change					
Couverture des autres risques					
Total - Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises	-4 132			-4 132	

(1) Fin de la relation de couverture

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat » en note 4.3.

La réserve « Couverture de flux de trésorerie » correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve « Couverture de flux de trésorerie » est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

— Couverture de flux de trésorerie et couverture d'investissements nets en devises - Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Variation de la part efficace	Reclassement en résultat de part efficace	Basis adjustment - élément non financier	Elément couvert partiellement ou totalement éteint	31/12/2018
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	1 606	-1 356	-250			
Dont couverture de taux		-1 356	-250			
Dont couverture de change		-1 356	-250			
Montant des capitaux propres pour les opérations en NIH						
Total	1 606	-1 356	-250			

5.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Principes comptables. — Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

— Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables : En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

— Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables : En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciations.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
Prêts ou créances sur les établissements de crédit						
Prêts ou créances sur la clientèle						
Titres de dettes	803 083		803 083	843 115		843 115
Titres de participation		937 476	937 476		932 965	932 965
Actions et autres titres de capitaux propres (1)		43 384	43 384		6 699	6 699
Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	803 083	980 860	1 783 943	843 115	939 664	1 782 779
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	253		253	436		436
Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt)	12 527	-176 499	-163 972	23 222	-171 006	-149 879

(1) Le détail est donné dans la note 5.6

Au 31 décembre 2018, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement des titres BPCE pour -189 191 milliers d'euros.

5.5. Actifs au coût amorti :

Principes comptables. — Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts directement liés à l'émission et diminuée de produits directement attribuables à l'émission. Lors des arrêts ultérieurs, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à l'émission des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Renégociations et restructuration. — La norme IFRS 9 requiert l'identification des contrats modifiés qui sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit selon IFRS 9, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) sur jugement d'expert lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Frais et commissions. — Les coûts externes consistent essentiellement en commissions versées à des tiers dans le cadre de la mise en place des prêts. Ils sont essentiellement constitués des commissions versées aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement. — Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Prêts et créances ».

5.5.1. Titres au coût amorti :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Effets publics et valeurs assimilées	490 449	497 840
Obligations et autres titres de dettes	111 375	150 025
Autres		
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-150	-74
Total des titres au coût amorti	601 674	647 791

5.5.2. Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires débiteurs	723 464	793 322
Opérations de pension	0	0
Comptes et prêts (1)	5 199 513	5 623 762
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	72	38
Dépôts de garantie versés	221 200	253 626
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-8	-13
Total	6 144 242	6 670 735

(1) Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 3 740 134 milliers d'euros au 31 décembre 2018 contre 3 598 840 milliers d'euros au 1er janvier 2018.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit est présentée en note 10.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 2 395 788 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (2 847 629 milliers d'euros au 1er janvier 2018).

5.5.3. Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires débiteurs	289 746	235 515
Autres concours à la clientèle	18 997 607	18 421 838
Prêts à la clientèle financière	57 220	42 791
Crédits de trésorerie	2 161 346	1 997 484
Crédits à l'équipement	5 097 067	4 838 301
Crédits au logement	11 528 038	11 316 725
Crédits à l'exportation		-1
Opérations de pension		
Opérations de location-financement		
Prêts subordonnés	30 635	30 650
Autres crédits	123 299	195 887
Autres prêts ou créances sur la clientèle	6 293	5 984
Dépôts de garantie versés		-1
Prêts et créances bruts sur la clientèle	19 293 646	18 663 337
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	-253 206	-246 153
Total	19 040 441	18 417 185

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 10.

5.6. Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres :

Principes comptables. — Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participations
- des actions et autres titres de capitaux propres

Lors de la comptabilisation initiale, Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction.

Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI).

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018					01/01/2018
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période		Décomptabilisation sur la période		Juste valeur
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Instruments de capitaux propres décomptabilisés au cours de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession	
Titres de participations	937 476	24 964	0	0		932 965
Actions et autres titres de capitaux propres	43 384	764				6 699
Total	980 860	25 728	0	0		939 664

Les titres de participations comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

5.7. Reclassements d'actifs financiers :

Principes comptables. — Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont plus limités que sous IAS 39. Il n'est plus possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité,...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas effectué de reclassement d'actifs financiers en IFRS 9.

5.8. Comptes de régularisation et actifs divers :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Comptes d'encaissement	173 884	191 643
Charges constatées d'avance	1 469	1 967
Produits à recevoir	52 666	57 073
Autres comptes de régularisation	58 952	42 740
Comptes de régularisation – actif	286 971	293 423
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	115	0
Débiteurs divers	85 112	118 082
Actifs divers	85 227	118 082
Total des comptes de régularisation et actifs divers	372 198	411 505

5.9. Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées :

Principes comptables. — En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas d'actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées.

5.10. Immeubles de placement :

Principes comptables. — Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne « Produits ou charges nets des autres activités » à l'exception des activités d'assurance classées en « Produits des activités d'assurance ».

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018			01/01/2018		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés à la juste valeur						
Immeubles comptabilisés au coût historique	25 435	-17 116	8 319	25 556	-17 614	7 942
Total des immeubles de placement			8 319			7 942

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

5.11. Immobilisations :

Principes comptables. — Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple, les immobilisations acquises en location-financement et les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues pour les Caisses d'Epargne

Constructions :	20 à 50 ans ;
Aménagements :	5 à 20 ans ;
Mobiliers et matériels spécialisés :	4 à 10 ans ;
Matériels informatiques :	3 à 5 ans ;
Logiciels :	Maximum 3 ans.

Pour les autres catégories d'immobilisations corporelles, la durée d'utilité se situe en général dans une fourchette de 5 à 10 ans.

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Le traitement comptable des immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location-financement (crédit-bail preneur) est précisé dans la note 12.2.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations corporelles						
Terrains et constructions	112 120	-72 091	40 029	111 280	-70 233	41 047
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	0
Équipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	208 678	-151 149	57 529	216 430	-154 727	61 703
Total des immobilisations corporelles	320 798	-223 240	97 558	327 710	-224 960	102 750
Immobilisations incorporelles						
Droit au bail	3 837	0	3 837	3 669	0	3 669
Logiciels	5 160	-4 791	369	3 867	-2 796	1 071
Autres immobilisations incorporelles	164	-164	0	579	-164	415
Total des immobilisations incorporelles	9 161	-4 955	4 206	8 115	-2 960	5 155

5.12. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle :

Principes comptables. — Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

5.12.1. Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Comptes à vue	22 543	25 826
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	39	168
Dettes à vue envers les établissements de crédit	22 582	25 994
Emprunts et comptes à terme	5 254 285	5 307 356
Opérations de pension	60 323	68 425
Dettes rattachées	23 004	33 926
Dettes à terme envers les établissements de crédit	5 337 612	5 409 707
Dépôts de garantie reçus	0	0
Total des dettes envers les établissements de crédit	5 360 194	5 435 701

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 10.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 5 310 339 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (5 388 555 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2018).

5.12.2. Dettes envers la clientèle :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Comptes ordinaires créditeurs	4 585 822	4 318 497
Livret A	6 281 327	6 274 372
Plans et comptes épargne-logement	4 653 045	4 601 506
Autres comptes d'épargne à régime spécial	3 509 759	3 535 095
Dettes rattachées	398	410
Comptes d'épargne à régime spécial	14 444 529	14 411 383
Comptes et emprunts à vue	35 173	30 634
Comptes et emprunts à terme	581 249	777 298
Dettes rattachées	41 959	53 690
Autres comptes de la clientèle	658 381	861 622
A vue (non obligatoire)	0	0
A terme (non obligatoire)	0	0
Dettes rattachées (non obligatoire)	0	0
Opérations de pension	0	0
Autres dettes envers la clientèle	0	0
Dépôts de garantie reçus	0	0
Total des dettes envers la clientèle	19 688 732	19 591 502

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 10.

5.13. Dettes représentées par un titre :

Principes comptables. — Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Emprunts obligataires	47 200	0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	4 990	5 281
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	0	0
Dettes non préférées	0	0
Total	52 190	5 281
Dettes rattachées	39	36
Total des dettes représentées par un titre	52 229	5 317

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 10.

5.14. Comptes de régularisation et passifs divers :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Comptes d'encaissement	186 709	250 866
Produits constatés d'avance	68 921	68 103
Charges à payer	87 835	100 747
Autres comptes de régularisation créditeurs	5 717	2 341
Comptes de régularisation – passif	349 182	422 057
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	17 661	28 129
Créditeurs divers	50 105	62 627
Passifs divers	67 766	90 756
Total des comptes de régularisation et passifs divers	416 948	512 813

5.15. Provisions :

Principes comptables. — Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement. — Les comptes épargne-logement (CEL) et les plans épargne-logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

– l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;

– l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

– l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;

– l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous, à l'exception des provisions pour pertes de crédit attendues sur les engagements de financement et de garantie qui sont détaillées à la note 7.

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2018
Provisions pour engagements sociaux et assimilés	38 967	4 805	0	-886	-1 096 (1)	41 790
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0	0
Risques légaux et fiscaux	15 106	4 441	-4 481	-3 810	-1 059	10 197
Engagements de prêts et garanties (2)	25 243	10 220	-280	-9 461	0	25 722
Provisions pour activité d'épargne-logement	40 186	0	0	-1 866	0	38 320
Autres provisions d'exploitation	871	0	0	0	-871	0
Total des provisions	120 373	19 466	-4 761	-16 023	-3 026	116 029

(1) Les autres mouvements comprennent la variation de l'écart de réévaluation sur les passifs sociaux (-2 157 milliers d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion (1 061 milliers d'euros avant impôts).

(2) Les provisions sur engagements de prêts et de garanties sont estimées selon la méthodologie d'IFRS 9 depuis le 1er janvier 2018

5.15.1. Encours collectés au titre de l'épargne-logement :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Encours collectés au titre des Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	439 935	378 324
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	3 168 565	3 145 097
Ancienneté de plus de 10 ans	749 076	777 491
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	4 357 576	4 300 912
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	295 469	302 888
Total des encours collectés au titre de l'épargne-logement	4 653 045	4 603 800

5.15.2. Encours de crédits octroyés au titre de l'épargne-logement :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Encours de crédit octroyés au titre des plans épargne-logement	2 488	3 406
Encours de crédit octroyés au titre des comptes épargne-logement	9 184	13 766
Total des encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement	11 672	17 172

5.15.3. Provisions constituées au titre de l'épargne-logement :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Provisions constituées au titre des PEL		
Ancienneté de moins de 4 ans	6 735	6 523
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	15 581	17 936
Ancienneté de plus de 10 ans	13 092	13 161
Provisions constituées au titre des plans épargne-logement	35 408	37 620
Provisions constituées au titre des comptes épargne-logement	3 043	2 777
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-20	-23
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-112	-188
Provisions constituées au titre des crédits épargne-logement	-132	-211
Total des provisions constituées au titre de l'épargne-logement	38 320	40 186

5.16. Dettes subordonnées :

Principes comptables. — Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas émis de dettes subordonnées.

Les titres supersubordonnés qualifiés d'instruments de capitaux propres sont présentés à la note 5.17.2.

5.17. Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis :

Principes comptables. — Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération est traitée comme un dividende, et affecte donc les capitaux propres, tout comme les impôts liés à cette rémunération ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

5.17.1. Parts sociales :

Principes comptables. — L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit incondtionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

Les sociétés locales d'épargne (SLE) étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées.

Au 31 décembre 2018, le capital se décompose comme suit :

– 681 877 milliers d'euros et est composé de 34 093 835 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Les SLE étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées. En conséquence, les informations fournies au titre des parts sociales correspondent à celles de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe.

Au 31 décembre 2018, les primes se décomposent comme suit :

– 711 052 milliers d'euros liés aux parts sociales souscrites par les sociétaires des Caisses d'Epargne.

5.17.2. Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres :

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt	Taux	Nominal (en milliers d'euros (1))	
							31/12/2018	01/01/2018
BPCE SA	30/11/2018	EUR	32 280	30/11/2099	30/11/2023	5.35%	32 280	0
Total							32 280	

Nominal converti en euros au cours de change en vigueur à la date de classement en capitaux propres.

5.18. Participations ne donnant pas le contrôle. — Les informations relatives aux filiales et entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est non significatif au regard des capitaux propres totaux du groupe.

5.19. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres :

Principes comptables. — Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018			PRO FORMA exercice 2017		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	2 157	309	2 466	-828	-139	-967
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-3 398	497	-2 901	0	0	0
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
Impôts liés	0	0	0	0	0	0
Éléments non recyclables en résultat	-1 241	806	-435	-828	-139	-967
Ecart de conversion	0		0	0		0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-10 695	2 082	-8 613	0	0	0
Réévaluation des actifs disponibles à la vente	0	0	0	-1 528	126	-1 402
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	-1 606	284	-1 322	2 162	-445	1 717
Éléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0	0	0	0	0	0
Impôts liés	0	0	0	0	0	0
Éléments recyclables en résultat	-12 301	2 366	-9 935	634	-319	315
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	-13 542	3 172	-10 370	-194	-458	-652
Part du groupe	-13 542	3 172	-10 370	-194	-458	-652
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0

5.20. Compensation d'actifs et de passifs financiers :

Principes comptables. — Les actifs et passifs financiers « sous accords de compensation non compensés au bilan » correspondent aux encours d'opérations sous contrats cadres de compensation ou assimilés, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32. C'est le cas notamment des dérivés ou d'encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres au titre desquelles les critères du règlement net ou la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou bien pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

5.20.1. Actifs financiers :**— Actifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présentés au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	21 890	21 780	0	110	29 249	29 249		0
Opérations de pension	0	0	0	0	0			0
Autres actifs	0	0	0	0	0			0
Total	21 890	21 780	0	110	29 249	29 249	0	0

5.20.2. Passifs financiers :**— Passifs financiers sous accords de compensation non compensés au bilan :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présentés au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	245 855	21 780	221 200	2 875	273 134	29 248	243 886	0
Opérations de pension	60 292	60 292	0	0	68 438	68 438		0
Autres passifs	0	0	0	0	0			0
Total	306 147	82 072	221 200	2 875	341 572	97 686	243 886	0

5.21. Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer :

Principes comptables. — Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

Opérations de pension livrée. — Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en « Prêts et créances », ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

Opérations de prêts de titres secs. — Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers. — Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation simple, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers. — Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les cash-flow d'origine et les cash-flow modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

5.21.1. Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie :

	Valeur nette comptable				
	Prêts de titres « secs »	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2018
Instruments de dettes					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
Instruments de capitaux propres					
Actions et autres titres de capitaux propres					
Autres					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction					
Instruments de dettes					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option					
Instruments de dettes					
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique					
Instruments de capitaux propres					
Titres de participation					
Actions et autres titres de capitaux propres					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction					
Instruments de dettes	777 402				777 402
Prêts sur les établissements de crédit					
Prêts sur la clientèle					
Titres de dettes	777 402				777 402
Instruments de capitaux propres					
Titres de participation					
Actions et autres titres de capitaux propres					
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	777 402				777 402
Prêts ou créances sur les établissements de crédit					
Prêts ou créances sur la clientèle			5 742 632	47 200	5 789 832
Titres de dettes	506 656	74 471			581 127
Autres					
Actifs financiers au coût amorti	506 656	74 471	5 742 632	47 200	6 370 959
Total des actifs financiers donnés en garanties	1 284 058	74 471	5 742 632	47 200	7 148 361
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	1 284 058	74 471	4 252 146	47 200	5 657 875

Le montant du passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions s'élève à 60 292 milliers d'euros au 31 décembre 2018 (68 438 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2018).

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

(En milliers d'Euros)	PRO FORMA 31/12/2017					
	Prêts de titres "secs"	Pensions	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations		TOTAL
	VNC	VNC	VNC	VNC	JV	VNC
Actifs financiers détenus à des fins de transaction						
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat						
Instruments dérivés de couverture						
Actifs financiers disponibles à la vente	1 247 144	75 443				1 322 587
Prêts et créances			6 294 150			
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	101 911					101 911
Total des actifs financiers donnés en garantie	1 349 055	75 443	6 294 150			8 256 701
Dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés	1 349 055	75 443	6 294 150			8 256 701

5.21.1.1. Commentaires sur les actifs financiers transférés :

Mises en pension et prêts de titres. — Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Europe réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

Cessions de créances. — Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Europe cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc « transfert d'actifs » au sens de l'amendement à IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

Titrisations consolidées. — Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Homeloans), 2016 (BPCE Consumer loans 2016_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017_5) étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors de l'opération de titrisation BPCE Home loans FCT 2018 sont souscrites par des investisseurs externes (note 14).

5.21.1.2. Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés. — Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont la Compagnie de Financement Foncier et BPCE SFH.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

5.21.1.3. Actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer. — Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas d'actifs financiers reçus en garantie dont l'entité peut disposer.

5.21.2. Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue. — Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe BPCE aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans des véhicules de titrisation conservées par le groupe ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2018.

Note 6. – Engagements.

Principes comptables. — Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financements et de garanties données sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 tels que présentés dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1. Engagements de financement :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	Pro forma 31/12/2017
Engagements de financement donnés en faveur :		
Des établissements de crédit	2 888	2 438
De la clientèle	2 064 462	2 388 782
Ouvertures de crédits confirmées	2 056 408	2 385 368
Autres engagements	8 054	3 414
Total des engagements de financement donnés	2 067 350	2 391 220
Engagements de financement reçus :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		

6.2. Engagements de garantie :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	Pro forma 31/12/2017
Engagements de garantie donnés :		
D'ordre des établissements de crédit	11 720	14 708
D'ordre de la clientèle	621 451	619 746
Autres engagements donnés	5 742 632	4 055 686
Total des engagements de garantie donnés	6 375 803	4 690 140
Engagements de garantie reçus :		
D'établissements de crédit	206 944	222 676
De la clientèle	10 359 741	10 433 725
Autres engagements reçus	4 353 175	2 238 454
Total des Engagements de garantie reçus	14 919 860	12 894 855

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles figurant dans la note 14 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

Les « valeurs affectées en garanties » figurent en 5.21 « Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs donnés en garantie ».

Les « valeurs reçues en garantie » et dont l'établissement peut disposer figurent en 5.21 « Actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer ».

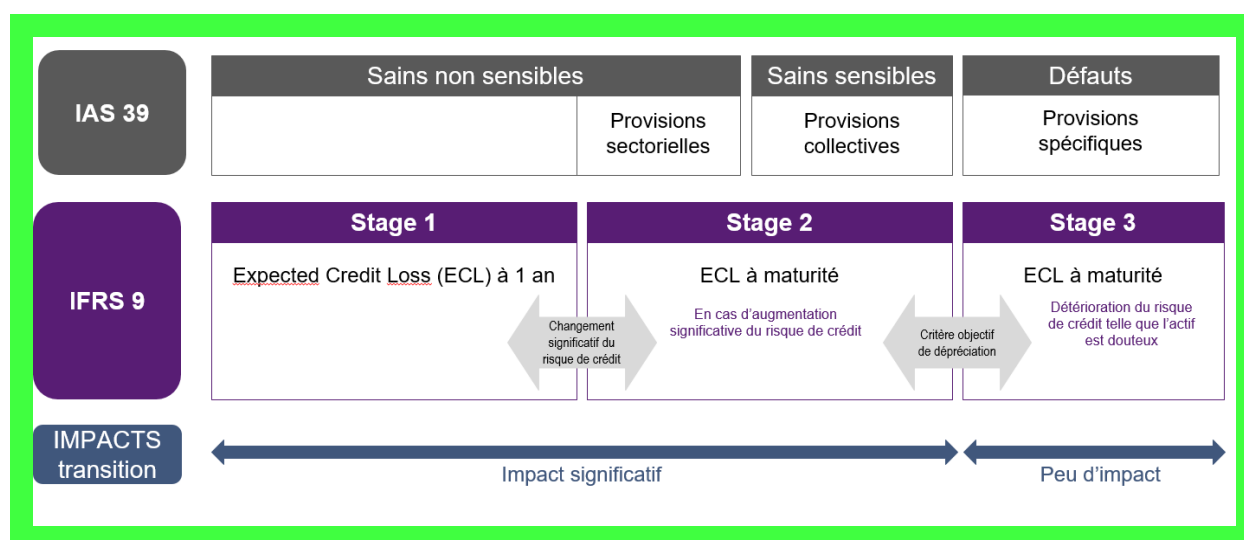
Note 7. – Expositions aux risques.

Les expositions aux risques abordés ci-après sont représentées par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

7.1. Risque de crédit et contrepartie :

L'essentiel. — Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la répartition des expositions par qualité de crédit.

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1. Détail des actifs financiers et engagements par statut :

7.1.1.1. Détail des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par statut :

	31/12/2018			01/01/2018		
	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	803 336	-253	803 083	843 551	-436	843 115
Statut 1	803 336	-253	803 083	832 467	-123	832 344
Statut 2	0	0	0	11 084	-313	10 771
Statut 3	0	0	0	0	0	0

7.1.1.2. Détail des actifs financiers au coût amorti par statut :

	31/12/2018			01/01/2018		
	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur nette comptable
Titres de dettes au coût amorti	601 824	-150	601 674	647 865	-74	647 791
Statut 1	601 824	-150	601 674	645 748	-74	645 674
Statut 2	0	0	0	0	0	0
Statut 3	0	0	0	2 117	0	2 117
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	6 144 250	-8	6 144 242	6 670 748	-13	6 670 735
Statut 1	6 142 603	-1	6 142 601	6 670 748	-13	6 670 735
Statut 2	1 613	-6	1 607	0	0	0
Statut 3	34	0	34	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	19 293 645	-253 205	19 040 440	18 663 337	-246 152	18 417 185
Statut 1	17 625 783	-22 194	17 603 589	17 120 789	-25 173	17 095 616
Statut 2	1 299 962	-48 193	1 251 769	1 165 038	-41 272	1 123 766
Statut 3	367 901	-182 818	185 083	377 510	-179 708	197 803

7.1.1.3. Détail des engagements par statut :

	31/12/2018			01/01/2018		
	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition nette	Exposition brute	Provisions pour pertes de crédit	Exposition nette
Engagements de financement donnés	2 067 350	18 698	2 048 652	2 391 220	10 972	2 380 248
Statut 1	1 949 865	3 110	1 946 755	2 310 080	4 087	2 305 993
Statut 2	115 060	3 128	111 932	79 913	1 011	78 902
Statut 3 (*)	2 425	12 460	-10 035	1 227	5 874	-4 647
Engagements de garantie donnés	633 171	7 024	626 147	628 649	14 271	614 378
Statut 1	589 049	1 340	587 709	596 163	560	595 603
Statut 2	21 380	5 684	15 696	18 147	9 431	8 716
Statut 3	22 742	0	22 742	14 339	4 280	10 059

(*) Des reclassements sont intervenus sur les provisions entre les engagements de financement et de garantie donnés.

7.1.2. Coût du risque :

Principes comptables. — Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

— Coût du risque de la période :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-31 271	-22 515
Dont placements des activités d'assurance		
Récupérations sur créances amorties	2 099	1 146
Dont placements des activités d'assurance		
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-2 139	-2 449
Dont placements des activités d'assurance		
Total coût du risque	-31 311	-23 818

— Coût du risque de la période par nature d'actifs :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Opérations interbancaires	-2 429	0
Dont placements des activités d'assurance		
Opérations avec la clientèle	-28 653	-23 855
Dont placements des activités d'assurance		
Autres actifs financiers	-229	37
Dont placements des activités d'assurance		
Total coût du risque	-31 311	-23 818

7.1.3. Variation des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements :

— Principes comptables :

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie. — Dès la date de première comptabilisation les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (*Expected Credit Losses* ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historique de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (*stage 1* ou S1)

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (*stage 2* ou S2)

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (*stage 3* ou S3)

- Il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
- Relèvent aussi du statut 3 des actifs financiers acquis ou créés devant être dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (*purchased originated credit impaired* ou *POCI*). Lors de la comptabilisation initiale, le taux d'intérêt effectif est ajusté en regard d'une estimation des flux de trésorerie recouvrables. Ces flux de trésorerie sont réestimés à chaque date de clôture. Toute variation se traduit par la constatation d'une dotation ou d'une reprise de dépréciation en résultat et n'impacte pas le taux d'intérêt effectif. Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IAS 17 le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues. — Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls BPCE International et quelques portefeuilles d'établissements du groupe – correspondant à un volume d'expositions limité – peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation *ad hoc*.

En-dehors de ces quelques cas, l'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours sur la contrepartie considérée) est également possible si elle aboutit à des effets similaires. La mesure de la dégradation du risque permet dans la grande majorité des cas de constater une dégradation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Plus précisément, l'évaluation de la variation du risque de crédit s'effectue sur la base des critères suivants :

- Sur les portefeuilles de Particuliers, Professionnels, Petites et Moyennes Entreprises, Secteur Public et Logement Social : la mesure de la dégradation du risque de crédit repose sur une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs. Le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à un an depuis la comptabilisation initiale (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle). Les critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (la présomption d'impayés de 30 jours n'est donc pas réfutée), en note sensible, inscrits en Watch List ou en situation de réaménagements en présence de difficultés financières (forbearance) ;
- Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs que sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution de la notation sectorielle et du niveau de risque pays ;
- Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuient la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de disponibilité de notation interne.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés *investment grades* détenus par la Banque de Grande Clientèle.

Pour les instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont évaluées également principalement sur une base individuelle, en fonction des caractéristiques de chaque contrat. Des provisions collectives peuvent être définies par les différents établissements du groupe, correspondant à des provisions dites « sectorielles ». Les établissements du groupe ont ainsi la charge d'évaluer la cohérence du niveau de provisionnement déterminé pour le groupe en regard des caractéristiques locales et sectorielles de leur portefeuille et de définir si nécessaire des provisions sectorielles complémentaires. Les quelques portefeuilles non couverts par les méthodologies décrites ci-après (non matériels à l'échelle du groupe) peuvent également donner lieu à des évaluations collectives.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en Statut 1 ou en Statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default) ;
- Probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de *stress tests*. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- Les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;

- Les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;

- Les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward-looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait *via* la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à 3 ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de *stress tests* dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. A des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *Watch List* et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le groupe) - règles consistant à attribuer la meilleure note de l'échelle interne dans le cas d'absence de note à l'octroi et la dernière note de l'échelle avant le statut sensible dans le cas d'absence de note à date.

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3. — Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation, la survenance d'un impayé depuis trois mois au moins ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées, ou la mise en œuvre de procédures contentieuses ;

- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (*incurred credit losses*), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (*expected credit losses*) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition de passifs financiers au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues, des biens affectés en garantie ainsi que des autres réhaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2 ou S3).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2 ou S3). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.3.1. Variation des dépréciations pour pertes de crédit des actifs financiers par capitaux propres :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	-123	-313	0	-436
Production et acquisition	-248	0	0	-248
Décomptabilisation et remboursement	57	316	0	373
Transferts entre statuts	0	0	0	0
Autres variations	61	-3	0	58
Solde au 31/12/2018	-253	0	0	-253

7.1.3.2. Variation des dépréciations pour pertes de crédit des titres de dettes au coût amorti :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	-74	0	0	-74
Production et acquisition	-83	0	0	-83
Décomptabilisation et remboursement	72	0	0	72
Transferts entre statuts	0	0	0	0
Autres variations	-65	0	0	-65
Solde au 31/12/2018	-150	0	0	-150

7.1.3.3. Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	-13	0	0	-13
Production et acquisition	0	0	0	0
Décomptabilisation et remboursement	11	0	0	11
Transferts entre statuts	1	-6	0	-6
Autres variations	0	0	0	0
Solde au 31/12/2018	-1	-6	0	-8

7.1.3.4. Variation des dépréciations pour pertes de crédit des prêts et créances à la clientèle au coût amorti :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	-25 173	-41 272	-179 708	-246 152
Production et acquisition	-11 980	-3 225	-4 917	-20 122
Décomptabilisation et remboursement	2 314	3 656	32 405	38 376
Transferts entre statuts	1 898	-9 242	-13 191	-20 535
Autres variations	10 746	1 889	-17 408	-4 772
Solde au 31/12/2018	-22 194	-48 193	-182 818	-253 205

7.1.3.5. Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de financement donnés :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	4 087	1 011	5 874	10 972
Production	2 637	137	0	2 774
Décomptabilisation	-1 089	-430	0	-1 519
Transferts entre statuts	-530	2 338	-17	1 791
Autres variations	-1 995	72	6 603	4 680
Solde au 31/12/2018	3 110	3 128	12 460	18 698

7.1.3.6. Variation des provisions pour pertes de crédit des engagements de garantie donnés :

	Statut 1	Statut 2	Statut 3	Total
Solde au 01/01/2018	560	9 431	4 280	14 271
Production	1 177	321	0	1 498
Décomptabilisation	-111	-251	0	-362
Transferts entre statuts	29	238	0	267
Autres variations	-315	-4 055	-4 280	-8 650
Solde au 31/12/2018	1 340	5 684	0	7 024

7.1.4. Mesure et gestion du risque de crédit. — Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.5. Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9. — Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BPCE au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exposition maximale au risque (2)	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation (3)	Garanties
Classe d'instruments financiers dépréciés (1)				
Titres de dettes au coût amorti	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	34	0	34	0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	367 901	-182 818	185 083	200 164
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances aux établissements de crédit - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0	0	0	0
Engagements de financement	2 425	-12 460	-10 035	0
Engagements de garantie	22 742	0	22 742	0
Total	393 102	-195 278	197 824	200 164

(1) Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

(2) Valeur brute comptable

(3) Valeur comptable au bilan

7.1.6. Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9 :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exposition maximale au risque (1)	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	57 265	0
Prêts	132 050	7 305
Dérivés de transaction	-13	0
Total	189 302	7 305

(1) Valeur comptable au bilan

7.1.7. Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie. — Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Actifs non courants détenus en vue de la vente		
Immobilisations corporelles	900	900
Immeubles de placement		
Instruments de capitaux propres et de dettes		
Autres		
Total des actifs obtenus par prise de possession de garantie		

7.1.8. Encours restructurés :

— Réaménagements en présence de difficultés financières :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018			PRO FORMA 31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	126 842	0	126 842	130 253	785	131 038
Encours restructurés sains	58 942	0	58 942	67 765	805	68 570
Total des encours restructurés	185 785	0	185 785	198 018	1 590	199 608
Dépréciations	-58 453	12	-58 441	-57 719	0	-57 719
Garanties reçues	105 357	12	105 357	97 131	0	97 131

— Analyse des encours bruts :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018			PRO FORMA 31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	82 131	0	82 131	81 588	1 560	83 148
Réaménagement : refinancement	103 654	0	103 654	116 430	30	116 460
Total des encours restructurés	185 785	0	185 785	198 018	1 590	199 608

— Zone géographique de la contrepartie :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018			PRO FORMA 31/12/2017		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	181 463	0	181 463	193 812	1 590	195 402
Autres pays	4 321	0	4 321	4 206	0	4 206
Total des encours restructurés	185 785	0	185 785	198 018	1 590	199 608

7.2. Risque de marché. — Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
 - les cours de change ;
 - les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
 - et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.
- Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques. L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7 est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

7.3. Risque de taux d'intérêt global et risque de change. — Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

7.4. Risque de liquidité. — Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts provisionnels.

	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2018
Caisse, banques centrales	123 783						123 783
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						195 667	195 667
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	28 077	24 962	255 360	361 923	132 761	980 860	1 783 943
Instruments dérivés de couverture						21 903	21 903
Titres au coût amorti	6 283	352 207	66 251	155 794	21 289		601 824
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5 248 852	58 547	79 476	403 330	132 684	221 353	6 144 242
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	790 334	242 238	1 140 261	5 155 122	11 581 359	131 127	19 040 441
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux						4 534	4 534
Actifs financiers par échéance	6 197 329	677 954	1 541 348	6 076 169	11 868 093	1 555 444	27 916 337
Banques centrales							0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						27 579	27 579
Instruments dérivés de couverture						218 413	218 413
Dettes représentées par un titre	4 992	26			32 280	14 931	52 229
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	182 763	450 513	1 073 561	2 216 077	1 437 280		5 360 194
Dettes envers la clientèle	16 246 018	313 067	718 095	1 533 918	877 634		19 688 732
Dettes subordonnées							0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							0
Passifs financiers par échéance	16 433 773	763 606	1 791 656	3 749 995	2 347 194	260 923	25 347 147
Engagements de financement donnés en faveur des Ets de crédit	2 888						2 888
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	100 260	89 112	396 031	652 471	828 838	-2 250	2 064 462
Total engagements de financement donnés	103 148	89 112	396 031	652 471	828 838	-2 250	2 067 350
Engagements de garantie en faveur des Ets de crédit	11 720						11 720
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	621 451						621 451
Total engagements de garantie donnés	633 171	0	0	0	0	0	633 171

Note 8. – Avantages du personnel.

Principes comptables. — Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

— **Les avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice sont comptabilisés en charges.

— **Les avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité se décomposent en deux catégories : les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

— **Les autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

— **Les indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

8.1. Charges de personnel. — Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'effectif moyen du personnel en activité à la fin de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 1 084 cadres et 1 963 non-cadres, soit un total de 3 047 salariés.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est imputé en déduction des charges de personnel. Il s'élève à 4 147 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018 contre 5 126 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017.

L'utilisation du CICE est présentée dans la partie 6 « Informations sociales, environnementales et sociétales » du document de référence.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Salaires et traitements	-134 807	-128 918
Charges des régimes à cotisations définies	-27 614	-33 010
Charges des régimes à prestations définies	-1 164	5 615
Autres charges sociales et fiscales	-61 812	-63 170
Intéressement et participation	-12 531	-12 240
Total des charges de personnel	-237 928	-231 723

8.2. Engagements sociaux. — Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime fermé de retraite (dit de maintien de droits) des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGP). Les droits ont été cristallisés à la date de fermeture du régime soit le 31 décembre 1999. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Epargne sont arrêtées par le Conseil d'administration de la CGP sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un Comité Paritaire de Gestion. Le Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information. Le régime est soumis à plusieurs contraintes ou objectifs qui expliquent les choix stratégiques effectués :

- un risque de provision en cas d'insuffisance de rendement (provision pour aléa financier) ;
- un risque d'insuffisance d'actifs ;
- le souhait d'être en mesure de revaloriser régulièrement les pensions.

La part de l'obligataire dans l'actif du régime est déterminante : en effet, la maîtrise du risque de taux pousse la CGP à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une durée aussi proche que possible de celle du passif. Le souhait de revalorisation annuelle des rentes, bien que restant à la main du Conseil d'administration de la CGP pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation.

Le régime CGP est présenté parmi les « Compléments de retraite et autres régimes ».

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

8.2.1. Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		31/12/2018	Pro forma 31/12/2017
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes TOTAL	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dette actuarielle	521 888	23 946	545 834	17 594	7 215		570 643	606 262
Juste valeur des actifs du régime	-629 627		-629 627	-6 965			-636 592	-436 422
Juste valeur des droits à remboursements								
Effet du plafonnement d'actifs	107 738		107 738				107 738	75 753
Solde net au bilan	0	23 946	23 945	10 629	7 215		41 789	245 593
Engagements sociaux passifs	0	23 945	23 945	10 629	7 215		41 789	39 593
Engagements sociaux actifs (1)								

(1) Présenté à l'actif du bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers »

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financière revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les excédents d'actifs de régime sont comptabilisés à l'actif ainsi que les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime.

8.2.2. Variation des montants comptabilisés au bilan :**— Variation de la dette actuarielle :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes TOTAL	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Dette actuarielle en début de période	558 182	25 422	583 604	17 476	5 182		606 262	595 263
Coût des services rendus		128	128	922	276		1 326	1 258
Coût des services passés		958	958		2 167		3 125	
Coût financier	8 718	285	9 003	209	35		9 247	9 530
Prestations versées	-11 862	-980	-12 842	-856	-867		-14 565	-13 436
Autres		30	30	149	280		459	109
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques		143	143	889			1 032	933
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	-24 956	-740	-25 696	-1 249			-26 945	16 372
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	-8 194	-1 300	-9 494	9			-9 485	-3 767
Écarts de conversion				45	142		187	
Autres								
Dette actuarielle en fin de période	521 888	23 946	545 834	17 594	7 215		570 643	606 262

— Variation des actifs de couverture :

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies				Autres avantages à long terme		Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes TOTAL	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		
Juste valeur des actifs en début de période	633 935		633 935	8 487			642 422	651 504
Produit financier	9 913		9 913	95			10 008	10 660
Cotisations reçues								5 000
Prestations versées	-11 862		-11 862	-1 522			-13 384	-11 737
Autres								
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	-2 360		-2 360	-94			-2 454	-13 005
Écarts de conversion								
Autres Écarts de conversion	1		1	-1				
Juste valeur des actifs en fin de période	629 627		629 627	6 965			636 592	642 422

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à dues concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 13 384 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Les rendements des actifs des régimes sont calculés en appliquant le même taux d'actualisation que sur le passif brut (taux des obligations Corporate AA). L'écart entre le rendement réel à la clôture et ce produit financier ainsi calculé est un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi.

8.2.3 - Coûts des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme :**Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme :**

(En milliers d'Euros)	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Total exercice 2018
Coût des services	-2 008	-2 443	-4 451
Coût financier net	796	-35	761
Autres (dont plafonnement d'actifs)	-1 375	-280	-1 655
Total de la charge de l'exercice	-2 587	-2 758	-5 345

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Écarts de réévaluation cumulés en début de période	8 827	3 773	12 600	11 771
Écarts de réévaluation - Hypothèses démographiques	143	889	1 032	933
Écarts de réévaluation - Hypothèses financières	-25 696	-1 249	-26 945	16 372
Écarts de réévaluation - Effets d'expérience	-9 494	9	-9 485	-3 767
Écarts de réévaluation - Rendement des actifs du régime	2 360	94	2 454	13 005
Ajustements de plafonnement des actifs	30 790	0	30 790	-25 716
Écarts de réévaluation cumulés en fin de période	6 930	3 516	10 446	12 598

8.2.4. Autres informations :

Principales hypothèses actuarielles :

	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
	CGP-CE	CGP-CE
Taux d'actualisation	1,82%	1,58%
Taux d'inflation	1,70%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	17,5 ans	18,4 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses. — Au 31 décembre 2018, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

En % et millions d'euros	31/12/2018		01/01/2018	
	CGP-CE		CGP-CE	
	%	Montant	%	Montant
Variation de + 0,5% du taux d'actualisation	-8,07%	-42 116	-8,48%	-47 332
Variation de -0,5% du taux d'actualisation	9,17%	47 857	9,68%	54 044
Variation de + 0,5% du taux d'inflation	7,62%	39 768	8,02%	44 775
Variation de -0,5% du taux d'inflation	-6,90%	-36 010	-7,23%	-40 371

— Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
	CGP-CE	CGP-CE
N+1 à N+5	70 515	67 417
N+6 à N+10	82 661	80 566
N+11 à N+15	87 425	87 369
N+16 à N+20	83 030	84 722
> N+20	236 832	254 204

— Ventilation de la juste valeur des actifs du régime CGP-CE :

En % et en milliers d'euros	31/12/2018		01/01/2018	
	CGP-CE		CGP-CE	
	Poids par catégories	Juste valeur des actifs	Poids par catégories	Juste valeur des actifs
Trésorerie	0,40%	2 521	0,30%	1 902
Actions	9,31%	58 614	9,80%	62 126
Obligations	88,29%	555 887	88,20%	559 131
Immobilier	2,00%	12 605	1,70%	10 777
Dérivés				
Fonds de placement				
Total	100,00%	629 627	100,00%	633 935

Note 9. – Activités d'assurance.

Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'est pas concerné par les activités d'assurance.

Note 10. – Juste valeur des actifs et passifs financiers.

L'essentiel. — La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

— Détermination de la juste valeur :

Principes généraux. — La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA – Debit Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale. — Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

— Hiérarchie de la juste valeur :

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif. — Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;
- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1). — Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2. — En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - les volatilités implicites,
 - les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

— Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

— Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

— Instruments non dérivés de niveau 2 :

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

Juste valeur de niveau 3. — Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » : BPCE, Crédit Logement ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur. — Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 10.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit). — La marge dégagée lors de la comptabilisation initiale d'un instrument financier ne peut être reconnue en résultat qu'à la condition que l'instrument financier puisse être évalué de manière fiable dès son initiation. Sont considérés comme respectant cette condition les instruments traités sur un marché actif et les instruments valorisés à partir de modèles reconnus utilisant uniquement des données de marché observables.

Pour les autres instruments, valorisés à l'aide de données non observables ou de modèles propriétaires, la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) est différée et étalée en résultat sur la période anticipée d'inobservabilité des paramètres de valorisation.

Lorsque les paramètres de valorisation utilisés deviennent observables ou que la technique de valorisation utilisée évolue vers un modèle reconnu et répandu, la part de la marge neutralisée à l'initiation de l'opération et non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

Dans les cas exceptionnels où la marge dégagée lors de la comptabilisation initiale est négative (« Day one loss »), la perte est prise immédiatement en résultat, que les paramètres soient observables ou non. Au 31 décembre 2018, le groupe n'a aucun « Day one profit » à étaler.

Juste valeur des titres de BPCE. — La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2018, la valeur nette comptable s'élève à 812 457 milliers d'euros pour les titres BPCE.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres). — Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

— **Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur :**

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle. — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des crédits interbancaires. — La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Ces flux sont actualisés sur une courbe qui tient compte du risque associé à la contrepartie, qui est observable sur le marché directement ou qui est reconstitué à partir d'autres données observables (par exemple les titres émis et cotés par cette contrepartie). Les options de remboursement anticipé sont modélisées par des swaptions fictives qui permettraient à leur détenteur de sortir de l'instrument.

Juste valeur des dettes interbancaires. — Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondra à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du groupe BPCE.

10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers :**10.1.1. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers :**

— La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	31/12/2018			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
Actifs financiers				
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	3	0	-134
Dérivés de taux	0	3	0	3
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0		0	-137
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0	-134	0	-134
Instruments dérivés	0	121	0	121
Dérivés de taux	0	121	0	121
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	121	0	121
Instruments de dettes	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0
Instruments de dettes	0	4 751	184 564	189 315
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	132 050	132 050
Titres de dettes	0	4 751	52 514	57 265
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0	4 751	184 564	189 315
Instruments de capitaux propres	0	0	6 228	6 228
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	6 228	6 228
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0	0	6 228	6 228
Instruments de dettes	685 736	117 347	0	803 083
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0
Titres de dettes	685 736	117 347	0	803 083
Instruments de capitaux propres	0	32 431	944 213	980 860
Actions et autres titres de capitaux propres	0	32 431	944 213	980 860
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	685 736	149 778	944 213	1 783 943
Dérivés de taux	0	21 903	0	21 903
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	21 903	0	21 903
Passifs financiers				

Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	137	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	137	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	23 800	3 642	27 442
Dérivés de taux	0	23 800	3 642	27 442
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	23 800	3 642	27 442
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	218 413	0	218 413
Dérivés actions	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	218 413	0	218 413

(1) hors couverture économique

10.1.2. Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur :**— Au 31 décembre 2018 :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2018	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2018
		Au compte de résultat(2)		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
Actifs financiers										
Instruments de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres									0	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes	12 395	-841	0	0	0	0	-11 554	0	0	0
Prêts sur les établissements de	12 395	-841	0	0	0	0	-11 554	0	0	

crédit et clientèle										
Titres de dettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	12 395	-841	0	0	0	0	-11 554	0	0	0
Instruments de dettes	165 463	-5 311	-887	0	0	-12 138	31 417	0	6 020	184 564
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	113 398	-58	0	0	0	-9 131	27 841	0	0	132 050
Titres de dettes	52 065	-5 253	-887	0	0	-3 007	3 576	0	6 020	52 514
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	165 463	-5 311	-887	0	0	-12 138	31 417	0	6 020	184 564
Instruments de capitaux propres	10 979	482	0	0	0	0	-5 233	0	0	6 228
Actions et autres titres de capitaux propres	10 979	482	0	0	0	0	-5 233	0	0	6 228
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	10 979	482	0	0	0	0	-5 233	0	0	6 228
Instruments de dettes	62	0	0	0	0	0	-62	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	62	0	0	0	0	0	-62	0	0	0
Instruments de capitaux propres	926 128	0	0	-9 631	31 453	-279	-3 458	0	0	944 213
Actions et autres titres de capitaux propres	926 128	0	0	-9 631	31 453	-279	-3 458	0	0	944 213
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	926 190	0	0	-9 631	31 453	-279	-3 520	0	0	944 213
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers										
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	4 310	-463	0	0	0	-205	0	0	0	3 642
Dérivés de taux	4 310	-463	0	0	0	-205	0	0	0	3 642
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	4 310	-463	0	0	0	-205	0	0	0	3 642
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés actions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dérivés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) hors couverture technique

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 6.3.

Au 31 décembre 2018, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement :

- les titres de participations
- les prêts structurés aux collectivités locales

Au cours de l'exercice, -7 020 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont – 6 133 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2018.

Ces gains impactent le produit net bancaire à hauteur de -7 020 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, - 9 631 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont – 9 631millions d'euros au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2018.

10.1.3. Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur. — Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

	Exercice 2018						
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2
Actifs financiers							
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres							
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction(1)		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		0	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		5 125	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		5 125	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		5 125	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction		0	0	0	0	0	0
Instruments de dettes		93 531	0	0	0	0	0
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle		0	0	0	0	0	0
Titres de dettes		93 531	0	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres de capitaux propres		0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		93 531	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0

Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction(1)		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre		0	0	0	0	0	0
Autres passifs financiers		0	0	0	0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option		0	0	0	0	0	0
Dérivés de taux		0	0	0	0	0	0
Dérivés actions		0	0	0	0	0	0
Dérivés de change		0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit		0	0	0	0	0	0
Autres dérivés		0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture		0	0	0	0	0	0

(1) hors couverture technique

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

10.1.4. Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses. — Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan du groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en « actifs financiers à la Juste Valeur par Capitaux Propres ».

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 10 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux de croissance à l'infini et le taux d'actualisation figurent parmi les paramètres les plus significatifs.

Une baisse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 8 254 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux de croissance à l'infini de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 8 761 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 21 488 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25% conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 20 289 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas d'autre instrument significatif évalué à la juste valeur de niveau 3 en annexe.

10.2. Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti. — Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 10.1.

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Juste valeur	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Actifs financiers au coût amorti	26 477 707	19 099	3 334 778	23 123 830	26 106 773	116 957	2 940 831	23 048 985
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 179 402	0	2 284 874	3 894 528	6 531 615	0	2 613 664	3 917 951
Prêts et créances sur la clientèle	19 605 946	0	392 588	19 213 358	19 458 201	0	327 167	19 131 034
Titres de dettes	692 359	19 099	657 316	15 944	116 957	116 957	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0
Passifs financiers au coût amorti	25 214 875	0	10 705 082	14 509 793	25 157 660	0	10 662 835	14 494 825
Dettes envers les établissements de crédit	5 446 603	0	5 380 436	66 167	5 538 028	0	5 455 610	82 418
Dettes envers la clientèle	19 716 051	0	5 272 425	14 443 626	19 614 314	0	5 202 773	14 411 541
Dettes représentées par un titre	52 221	0	52 221	0	5 318	0	4 452	866

Dettes subordonnées	0	0	0	0	0	0	0
---------------------	---	---	---	---	---	---	---

Note 11. – Impôts.**11.1. Impôts sur le résultat :****— Principes comptables :**

Les impôts sur le résultat regroupent :

- les impôts courants qui sont calculés sur la base des bénéfices imposables sur la période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur.
- les impôts différés (voir 11.2)

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Impôts courants	-3 280	-29 055
Impôts différés	-9 609	-9 206
Impôts sur le résultat	-12 889	-38 261

— Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique :

	Exercice 2018		PRO FORMA exercice 2017	
	en milliers d'euros	taux d'impôt	en milliers d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	38 950		105 365	
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
Participations ne donnant pas le contrôle				
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	4 738		-445	
Impôts	12 889		38 261	
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	56 577		143 181	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		34,43%		34,43%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	-19 479		-49 297	
Effet de la variation des impôts différés non constatés				
Effet des différences permanentes	5 877		6 945	
Impôts à taux réduit et activités exonérées	578		152	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger				
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	2 505		786	
Effet des changements de taux d'imposition			1 196	
Autres éléments	-2 370		1 957	
Charge (produit) d'impôts comptabilisée	-12 889		-38 261	
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)		22,78%		26,70%

11.2. Impôts différés :

Principes comptables. — Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Plus-values latentes sur OPCVM	591	268
GIE Fiscaux	0	0
Provisions pour passifs sociaux	2 698	5 854
Provisions pour activité d'épargne-logement	10 509	3 287
Dépréciation non déductible au titre du risque de crédit	10 112	2 462
Autres provisions non déductibles	10 141	4 525
Juste valeur des instruments financiers dont la variation est inscrite en réserves	-4 587	-9 796
Autres sources de différences temporelles	29 223	58 421
Impôts différés liés aux décalages temporels	58 687	65 021
Impôts différés liés à l'activation des pertes fiscales reportables	0	0
Impôts différés sur retraitements et éliminations de consolidation	0	0
Impôts différés non constatés par prudence	0	0
Impôts différés nets	58 687	65 021
Comptabilisés		
A l'actif du bilan	58 687	69 953
Au passif du bilan	0	-4 932

Au 31 décembre 2018, toutes les différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés font l'objet de comptabilisation d'actif d'impôt différé.

Note 12. – Autres informations.

12.1. Information sectorielle. — Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Directoire pour le pilotage de l'entité « Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe », l'évaluation régulière de ses performances et l'affectation des ressources aux secteurs identifiés.

De ce fait, la CE Grand Est Europe s'inscrit pleinement dans le secteur Banque commerciale et Assurance du Groupe BPCE.

La Caisse d'Epargne Grand Est Europe exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités. Le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe réalise ses activités en France.

12.2. Informations sur les opérations de location financement et de location simple :

Principes comptables. — Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

Contrats de location-financement. — Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location ayant en substance pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif. Il s'analyse comme une acquisition d'immobilisation par le locataire financée par un crédit accordé par le bailleur.

La norme IAS 17 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option sera levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;
- la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ; et
- les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.

Par ailleurs, la norme IAS 17 décrit trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement peuvent conduire à un classement en location-financement :

- si le preneur peut résilier le contrat de location et si les pertes subies par le bailleur relatives à la résiliation sont à la charge du preneur ;
- les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ; et
- le preneur a la faculté de poursuivre la location pour une deuxième période moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À l'activation du contrat, la créance de location-financement est inscrite au bilan du bailleur pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location correspondant à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements minimaux à recevoir du locataire augmentée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Conformément à la norme IAS 17, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat (calcul d'un nouveau plan d'amortissement) et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations sur les opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 selon la même méthode que celle décrite pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1.10) et sont comptabilisées en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement correspondant au montant des intérêts sont comptabilisés au compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ». Les revenus du contrat de location-financement sont reconnus en résultat par le biais du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentée de la valeur résiduelle non garantie ;
- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux c'est-à-dire les coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

Dans les comptes du locataire, les contrats de crédit-bail et de location avec option d'achat se traduisent par l'acquisition d'une immobilisation financée par emprunt.

Contrats de location simple. — Un contrat qui n'est pas qualifié de location financement est classé par défaut en contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste « Produits et charges des autres activités ».

12.2.1. Opérations de location en tant que bailleur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location financement								
Investissement brut	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers non acquis	0	0	0	0	0	0	0	0
Location simple								
Paiements minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables	513	1 377	557	2 447	458	1 349	655	2 462

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur	0	0	0	0	0	0

Loyers conditionnels de la période constatés en produits :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Location financement	0	0
Location simple	0	0

12.2.2. Opérations de location en tant que preneur :

— Immobilisations par catégorie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018			01/01/2018		
	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total	Actifs immobiliers	Actifs mobiliers	Total
Location financement						
Valeur nette comptable	0	0	0	0	0	0

— Paiements minimaux futurs :

Preneur (en milliers d'euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Durée résiduelle				Durée résiduelle			
	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	> ou égal à 1 an à < 5 ans	> 5 ans	Total
Location simple								
Paiements minimaux futurs à payer au titre des contrats non résiliables	-7 851	-16 522	-1 923	-26 296	-7 679	-20 250	-6 469	-34 398
Paiements minimaux futurs à recevoir au titre des contrats de sous location non résiliables				0				0

— Montants comptabilisés en résultat net :

(En milliers d'Euros)	31/12/2018	01/01/2018
Location financement		
Loyers conditionnels inclus dans les charges de la période	0	0
Location simple		
Paievements minimaux	-9 699	-9 362
Loyers conditionnels inclus dans les charges de la période	0	0
Produits des sous location	0	0

12.3. Transactions avec les parties liées. — Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les Sociétés locales d'épargne, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

12.3.1. Transactions avec les sociétés consolidées. — Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, figurent dans les transactions avec les parties liées les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les co-entreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du groupe

(CGP) ;

– les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Caisses d'Epargne prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que IT-CE, BPCE-Services Financiers...).

(En milliers d'Euros)	31/12/2018				01/01/2018			
	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées	Société mère	Entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable	Co-entreprises et autres parties liées	Entreprises associées
Crédits	1 507 208	0	13 807	70 083	1 942 063	0	56 099	5 297
Autres actifs financiers	890 182	0	71 461	14 530	868 932	0	19 477	51 784
Autres actifs	659	0	0	0	15 354	0	81	23 040
Total des actifs avec les entités liées	2 398 049	0	85 268	84 613	2 826 349	0	75 657	80 121
Dettes	4 332 131	0	0	0	4 328 061	0	0	0
Autres passifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	1 513	0	1 528	0	1 492	0	1 760	25 657
Total des passifs envers les entités liées	4 333 644	0	1 528	0	4 329 553	0	1 760	25 657
Intérêts, produits et charges assimilés	2 067	0	550	74	3 431	0	13	54
Commissions	-3 220	0	0	0	-3 644	0	0	0
Résultat net sur opérations financières	18 500	0	6 587	0	16 842	0	0	3 478
Produits nets des autres activités	0	0	0	0	-2	0	0	0
Total du PNB réalisé avec les entités liées	17 347	0	7 137	74	16 627	0	13	3 532
Engagements donnés	412 197	0	0	0	433 933	0	1 730	7 250
Engagements reçus	0	0	6 345	1 618	0	0	9 939	7 250
Engagements sur instruments financiers à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des engagements avec les entités liées	412 197	0	6 345	1 618	433 933	0	11 669	14 500

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 14 - Périmètre de consolidation ».

12.3.2. Transactions avec les dirigeants. — Les principaux dirigeants sont les membres du directoire et les membres du conseil de surveillance de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe :

(En milliers d'Euros)	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Avantages à court terme	4 739	3 408
Avantages postérieurs à l'emploi		36
Avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paievements en actions		
Total	4 739	3 444

Avantages à court terme. — Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 4 739 milliers d'euros au titre de 2018 (contre 3 408 milliers d'euros au titre de 2017).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Autres transactions avec les dirigeants mandataires sociaux :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Montant global des prêts accordés	2 583	3 188
Montant global des garanties accordées		

12.3.3. Relations avec les entreprises sociales pour l'habitat. — Partenaire historique du mouvement HLM, le Groupe BPCE est un participant essentiel à toute la chaîne du logement social. Il intervient en tant qu'opérateur (première banque privée du logement social dont les constructions sont notamment financées par la collecte du Livret A) et est l'un des principaux distributeurs de prêts locatifs sociaux (PLS) et de prêts locatifs intermédiaires (PLI). Le groupe intervient également pour certaines entreprises sociales pour l'habitat en tant qu'unique actionnaire de référence.

Considérant la substance économique des relations du groupe dans ce secteur d'activité, dont les acteurs font l'objet d'une réglementation spécifique, certaines entreprises sociales pour l'habitat ont été qualifiées de parties liées.

Transactions bancaires réalisées avec les entreprises sociales pour l'habitat :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
Encours de crédit	34 856	10 276
Garanties données	1 482	1 807
Encours de dépôts bancaires	30 888	17 910
Encours de placements financiers (OPCVM et titres)	17	17

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	Pro forma exercice 2017
Produits d'intérêts sur les crédits	277	80
Charges financières sur dépôts bancaires	254	149
Charges financières sur placements (OPCVM et titres)	0	0

12.4. Partenariats et entreprises associés :

— **Principes comptables :** Voir Note 3

12.4.1. Participations dans les entreprises mises en équivalence :

12.4.1.1. Partenariats et autres entreprises associées. — Les principales participations du groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et les entreprises associées suivantes :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018
BCP Luxembourg	14 356	17 530
Sociétés financières	14 356	17 530
Sociétés non financières		
Total participations dans les entreprises mises en équivalence	14 356	17 530

12.4.1.2. Données financières des principaux partenariats et entreprises associées. — Les données financières résumées des coentreprises et/ou des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes, elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Entreprises associées		
	BCP Luxembourg 31/12/2018	BCP Luxembourg 01/01/2018	BCP Luxembourg 31/12/2017
Dividendes reçus			
Principaux agrégats			
Total actif	658 799	645 136	645 175
Total dettes	658 799	645 136	645 175
Compte de résultat			
Résultat d'exploitation ou PNB	13 758		13 688
Impôt sur le résultat	-426		-391
Résultat net	1 103		962
Rapprochement avec la valeur au bilan des entreprises mise en équivalence			
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence	37 301	36 200	36 362
Pourcentage de détention	49,93%	46,29%	46,29%
Quote-part du groupe dans les capitaux propres dans les entreprises mises en équivalence	18 624	16 758	16 832
Goodwill	1 272	772	772
Dépréciation participations mises en équivalence	-5 540		
Valeur de(s) la participation(s) mise(s) en équivalence	14 356	17 530	17 604

L'entreprise n'est pas cotée sur un marché actif.

<i>(En milliers d'Euros)</i>	31/12/2018	01/01/2018	31/12/2017
Valeur des participations mises en équivalence	14 356	17 530	17 604
Montant global des quotes-parts dans			
Résultat net	-4 738		445
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Résultat global	-4 738		445

12.4.1.3. Nature et étendue des restrictions importantes. — Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

12.4.2. Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Exercice 2018	Exercice 2017
BCP Luxembourg	-4 738	445
Sociétés financières	-4 738	445
Sociétés non financières	0	0
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-4 738	445

12.5. Intérêts dans les entités structurées non consolidées :

12.5.1. Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées. — Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;

– ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le groupe Grand Est Europe.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Grand Est Europe à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le groupe Grand Est Europe restitue dans la note 18.2 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs. — La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou *Asset Management*) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les *hedge funds* etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation. — Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme « cash » ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de « notes » de faible maturité (billets de trésorerie ou « *commercial paper* »).

Financements (d'actifs) structurés. — Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités. — Il s'agit d'un ensemble regroupant le restant des activités.

12.5.2. Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées. — Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités.

Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste « notionnel des dérivés » correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

— Au 31 décembre 2018 :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	16 277	0	2 056
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	16 277	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	829	0	46 462
Actifs financiers au coût amorti	701	6 070	0	54 544
Placements des activités d'assurance	0	0	0	0
Actifs divers	0	0	0	1 027
Total actif	701	23 176	0	104 089
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	0	0	20 058
Engagements de garantie donnés	0	0	0	10 870
Garantie reçues	900	1 132	0	31 899
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	-199	22 044	0	103 118
Taille des entités structurées	12 581	296 466	0	541 348

— Au 1^{er} janvier 2018 :

<i>(En milliers d'Euros)</i>	Titrisation	Gestion d'actifs	Financements structurés	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	13 819	0	2 075
Instruments dérivés de transaction	0	0	0	0
Instruments financiers classés en trading (hors dérivés)	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	0	0	0	0
Instruments financiers classés en juste valeur sur option	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0	874	0	47 127
Actifs financiers au coût amorti	747	762	0	48 593
Placements des activités d'assurance	0	0	0	0
Actifs divers	0	0	0	0
Total actif	747	15 455	0	97 795
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0
Total passif	0	0	0	0
Engagements de financement donnés	0	0	0	20 831
Engagements de garantie donnés	0	226	0	7 020
Garantie reçues	0	0	0	29 338
Notionnel des dérivés	0	0	0	0
Exposition maximale au risque de perte	747	15 681	0	96 308
Taille des entités structurées	12 581	431 417	0	440 333

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation);
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

Au cours de la période le groupe n'a pas accordé sans obligation contractuelle ou aider à obtenir, de soutien financier aux entités structurées non consolidées dans lesquelles il détient des intérêts.

12.5.3. Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées. —

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe n'est pas sponsor d'entités structurées.

12.6. Honoraires des commissaires aux comptes :

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes												
Montants en milliers d'euros	Deloitte				KPMG				PricewaterhouseCoopers Audit			
	Montant		%		Montant		%		Montant		%	
	2018	2017	2018	2017	2018 (1)	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Audit												
Missions de certification des comptes	224	144	100%	100%	238	247	100%	95%	0	101	0%	80%
Services autres que la certification des comptes	0	0	0%	0%	0 (1)	14	0%	5%	0	26	0%	20%
TOTAL	224	144	100%	100%	238	261	100%	100%	0	127	0%	100%
Variation (%)	56%				-9%				-100%			

Montants en milliers d'euros	TOTAL			
	Montant		%	
	2018	2017	2018	2017
Audit				
Missions de certification des comptes	462	492	100%	92%
Services autres que la certification des comptes	0	40	0%	8%
TOTAL	462	532	100%	100%
Variation (%)	-13%			

(1) En sus des informations ci-dessus, les honoraires relatifs à la mission de vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière (services autre que la certification), représentent, pour l'exercice 2018, un montant de 21 milliers d'euros

Note 13. – Modalités d'élaboration des données comparatives.

L'opération de fusion absorption de la Caisse d'Epargne d'Alsace par la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne a un impact significatif sur le périmètre.

Ainsi, et afin de présenter des données comparatives entre les deux derniers exercices clos, la Caisse d'Epargne Grand Est Europe a élaboré des comptes proforma.

13.1. Principes d'élaboration. — Les deux Caisses fusionnées étant intégrées au Groupe BPCE, leurs états financiers relatifs aux comptes clos au 31 décembre 2017 étaient construits de façon similaire tant en termes de données qualitatives que quantitatives.

Pour une meilleure information comparative avec les états financiers de l'exercice 2018 de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe, des données pro forma relatives à l'exercice 2017 (qui n'ont pas fait l'objet d'un audit) ont été produites dans chacune des notes de l'annexe le nécessitant. L'information qui en ressort résulte très largement du cumul des données des deux anciennes Caisses, les opérations réciproques entre la Caisse d'Epargne d'Alsace et la Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne-Ardenne étant non significatives sur l'exercice 2017)

13.2. Méthodes comptables et périmètre. — Les principes et méthodes comptables utilisés pour l'élaboration des données pro forma sont ceux retenus par le groupe pour l'élaboration de ses comptes consolidés décrits aux notes 3 et 4 de la présente annexe.

Le périmètre de consolidation pro forma reprend les entités consolidées par le groupe au cours de l'exercice 2018. Il a été complété afin de tenir compte des effets des opérations mentionnées ci-dessus.

13.3. Comptes de résultat pro forma. — Les états financiers, dont le compte de résultat, sont présentés en pro forma.

Note 14. – Détail du périmètre de consolidation.

14.1. Opérations de titrisation :

Principes comptables. — La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et rappelés en 3.2.1.

Opération de titrisation interne au Groupe BPCE. — En 2018, deux nouvelles entités *ad hoc* (deux Fonds Communs de Titrisation ou « FCT ») ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Home Loans FCT 2018 et BPCE Home Loans FCT 2018

Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 29 octobre 2018.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts immobiliers (1,12 milliard d'euros) à BPCE Home Loans FCT 2018 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (1 milliard d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10.

Elle prolonge les opérations BPCE Master Home Loans et BPCE Home Loans FCT 2017_5, toujours en vie, basée sur une cession de prêts immobiliers et complète ainsi le dispositif de refinancement du Groupe BPCE.

Le groupe Caisse d'Epargne Grand Est Europe a participé à l'opération « Titrisation ». A ce titre, le groupe consolidé son « *silo* », entité structurée dont le groupe détient le contrôle, puisqu'il est exposé, ou qu'il a droit, à l'intégralité des rendements variables de son « *silo* » de FCT.

14.2. Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées :

Restrictions importantes. — Le groupe n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses intérêts détenus dans ses filiales (structurées ou non).

Soutien aux entités structurées consolidées. — Le groupe n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

14.3. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2018. — Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit « CRR »), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour les sociétés du secteur non financier, l'entrée dans le périmètre de consolidation est déterminée par le dépassement d'un des seuils suivants :

- 0,70% du total bilan consolidé IFRS ;
- 2,30% du PNB consolidé IFRS ;
- Plus ou moins 2M€ de résultat comptable net hors éléments non récurrents.

Le dépassement d'un seul des seuils de référence doit normalement entraîner la consolidation de l'entité. Toutefois, les seuils définis constituent des critères de présomption de consolidation auxquels il peut être dérogé au regard d'éléments d'analyse complémentaire.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Sociétés	Implantation (1)	Activités	Taux d'intérêt	Taux de contrôle (si différent)	Méthode (2)	Partenariat ou entreprises associées
I) CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE	France	Bancaire	100,00%		IG	Entreprises associées
II) BCP LUXEMBOURG	Luxembourg	Banque de détail	49,93%		MEE	
III) SLE ARDENNES	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
IV) SLE AUBE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
V) SLE MOSELLE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
VI) SLE HAUTE MARNE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
VII) SLE MARNE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
VIII) SLE MEURTHE ET MOSELLE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
IX) SLE MEUSE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
X) SLE VOSGES	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XI) SLE HAGUENAU-WISSEMBOURG	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XII) SLE SAVERNE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	

XIII) SLE STRASBOURG NORD	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XIV) SLE STRASBOURG OUEST	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XV) SLE STRASBOURG CENTRE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XVI) SLE ILLKIRCH	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XVII) SLE SELESTAT	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XVIII) SLE MUNSTER-RIBEAUVILLE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XIX) SLE COLMAR VILLE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XX) SLE GUEBWILLER-THANN	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XXI) SLE MULHOUSE VILLE	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XXII) SLE PERSONNES MORALES	France	Support Juridique de Gestion de Patrimoine	100,00%		IG	
XXIII) SILO CEGEE DU FCT BPCE MASTER HOME LOANS	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXIV) SILO CEGEE DU FCT BPCE MASTER HOME LOANS DEMUT	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXV) SILO CEGEE DU FCT BPCE CONSUMER LOANS 2016-05	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXVI) SILO CEGEE DU FCT BPCE CONSUMER LOANS DEMUT 2016-05	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXVII) SILO CEGEE DU FCT BPCE HOME LOANS 2017-05	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXVIII) SILO CEGEE DU FCT BPCE HOME LOANS DEMUT 2017-05	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXIX) SILO CEGEE DU FCT BPCE HOME LOANS 2018	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	
XXX) SILO CEGEE DU FCT BPCE HOME LOANS DEMUT 2018	France	Véhicule de titrisation	100,00%		IG	

(1) Pays d'implantation

(2) *Méthode d'intégration globale (I.G.), activité conjointe (A.C.) et méthode de valorisation par mise en équivalence (M.E.E.).*

14.4 - Entreprises non consolidées au 31 décembre 2018

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Le Groupe Caisse d'Épargne Grand Est Europe n'a pas de participations significatives entrant dans le périmètre de consolidation.

VIII — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe,

I. Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

II. Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

— **Observation** :

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1^{er} janvier 2018 de la nouvelle norme IFRS 9 exposé dans la section 5.1.6 « Première application d'IFRS 9 » du rapport financier et dans la note 2.5.1 « Classement et évaluation des actifs financiers » de l'annexe ainsi que dans les autres notes présentant les données chiffrées liées aux incidences de ce changement.

III. Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

— **Incidence de la 1^{re} application d'IFRS 9 :**

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>L'application de la norme IFRS 9 « instruments financiers » à partir du 1^{er} janvier 2018 a introduit des modifications significatives dans les règles de classement et d'évaluation ainsi que de dépréciation des actifs financiers, se traduisant par des impacts financiers et opérationnels.</p> <p>Classement et évaluation</p> <p>Selon la norme IFRS 9, la classification d'un actif financier résulte du modèle de gestion (modèle de collecte, modèle de vente, modèle mixte) et des caractéristiques des flux contractuels basiques (dit « SPPI »). En fonction du modèle de gestion retenu et des caractéristiques de ses flux, ainsi que de sa nature (instruments de dettes ou de capitaux propres), l'actif financier est évalué soit au coût amorti, soit à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat. Au regard de ces critères, les instruments financiers en stock au 1^{er} janvier 2018 ont fait l'objet d'une analyse afin de les classer et de les évaluer selon les modalités prévues par cette nouvelle norme.</p> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>En complément des modalités de dépréciations au titre du risque de crédit avéré (statut 3), les nouvelles règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution de provisions estimées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Statut 1 matérialisant une perte attendue à 1 an à partir de la comptabilisation initiale d'un actif financier ; – Statut 2 matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. <p>L'estimation de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – certains paramètres de calcul des pertes de crédit attendues à savoir notamment la probabilité de défaut et le taux de perte en cas de défaut. Ces modèles sont déterminés sur la base de modèles développés en interne ; – les critères de dégradation du risque de crédit ; – les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues. <p>Ces éléments de paramétrages sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Caisse comptabilise dans ses comptes consolidés.</p>	<p>Classement et évaluation</p> <p>S'agissant des impacts de première application, nos principaux travaux ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la revue pour validation des analyses réalisées par les auditeurs du groupe BPCE pour déterminer la classification des actifs financiers, – l'obtention et la revue de la documentation relative aux modèles de gestion et la vérification du respect de ceux-ci, – la vérification sur base d'échantillons de contrats, de la qualité des analyses effectuées et conduisant au classement des contrats dans les nouvelles catégories prévues par la norme. <p>Nous avons également pris connaissance et apprécié le dispositif de contrôle interne mis en œuvre pour documenter les analyses et la conformité des modèles de gestion avec les dispositions de la norme pour les nouvelles productions.</p> <p>Provision pour pertes de crédit attendues (statuts 1 et 2)</p> <p>Nos travaux ont consisté principalement en une prise de connaissance critique des conclusions des travaux réalisés par les auditeurs de la consolidation du groupe BPCE, qui avec leurs experts et spécialistes, ont procédé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la revue de la segmentation des portefeuilles de crédits et la cartographie des modèles de calcul des dépréciations par périmètre ; – la réalisation d'une analyse de conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS 9, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> - les critères de dégradation significative du risque de crédit (variation de la notation et de la probabilité de défaut depuis la comptabilisation initiale, ...) ; - les calculs de pertes attendues (revue des modèles, du calibrage des PD, LGD, de la prise en compte des garanties, des hypothèses de forward looking, des modalités d'actualisation au TIE, des modalités de backtesting, ...). – la réalisation de contre calculs avec leurs propres outils ; – la réalisation de contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9. <p>Enfin, nos travaux de contrôles ont également porté sur la revue</p>

Compte tenu du périmètre de cette norme, de la complexité de sa mise en œuvre et de l'importance des estimations comptables du volet « dépréciation », nous avons considéré que la première application de la norme IFRS 9 au 1er janvier 2018 constitue un point clé de notre audit de l'exercice 2018.	des chiffrages d'impact, du processus de consolidation des données et de l'information financière au titre de la première application au 1er janvier 2018.
Les impacts de la première application de la norme IFRS 9 sont détaillés et présentés en note 5.1.6 du rapport financier ; les options retenues sont décrites en note 2.2 de l'annexe et les principes comptables en note 2.5.1 de l'annexe.	
L'impact de la première application de la norme IFRS 9 sur les capitaux propres d'ouverture lié à la mise en place du nouveau modèle de dépréciation est de 62 MILLION D'EUROS avant impôts.	

— Dépréciation des prêts et créances (statuts 1, 2 et 3) :

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>La Caisse est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, votre Caisse constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3).</p> <p>Les dépréciations pour pertes attendues (statuts 1 et 2) sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives...).</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Caisse en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en statuts 1 et 2 que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p> <p>En particulier dans le contexte de la première année d'application D'IFRS 9, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2018.</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2</p> <p>Dans la continuité des diligences réalisées dans le cadre de la 1ère application d'IFRS 9, nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits ; – apprécier les travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des nouvelles règles IFRS 9 ; - ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018 ; - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits. <p>Dépréciation des encours de crédit en statut 3</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Nous avons également apprécié la pertinence de l'information détaillée en annexe requise par la nouvelle norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2018.</p>
<p>Les expositions nettes aux risques de crédit et de contrepartie des seuls prêts et créances sur la clientèle représentent 67% du total bilan de la Caisse d'Epargne Grand Est Europe au 31 décembre 2018.</p> <p>Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés sur la clientèle s'élève à 253 MILLION D'EUROS dont 22 MILLION D'EUROS au titre du statut 1, 48 MILLION D'EUROS au titre du statut 2 et 183 MILLION D'EUROS au titre du statut 3.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice 2018 est une charge nette de 31 MILLION D'EUROS contre 24 MILLION D'EUROS sur l'exercice 2017.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2.2, 2.5.1, 5.5.3 et 7.1 de l'annexe.</p>	

— Valorisation des titres BPCE :

Risque identifié	Notre approche d'audit
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, est déterminée sur la base de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des titres des principales filiales de BPCE.</p> <p>Les principales filiales de BPCE sont valorisées principalement à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires issus des plans stratégiques des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées sont également prises en considération dans l'exercice de valorisation.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre, en outre, la valorisation de l'organe central lui-même, au travers des coûts de structure et de la trésorerie centrale, valorisés sur la base de données prévisionnelles, ainsi que les marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE SA constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette ligne de titre au sein du bilan consolidé de votre Caisse ainsi que de la sensibilité sur la valorisation de ce titre de certains paramètres dont l'estimation fait appel au jugement de la direction.</p>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la réalisation d'une valorisation indépendante et contradictoire des principales contributions à l'actif net réévalué de BPCE. Cela se traduit par l'obtention et la revue critique des Plans Moyen Terme des filiales et principales participations (Natixis, Crédit Foncier de France, BPCE International, Banque Palatine) et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité, – la validation des paramètres et hypothèses retenus pour déterminer les éléments constitutifs des coûts de structure et de la trésorerie centrale relatifs à l'activité de l'organe central BPCE SA valorisés sur la base de données prévisionnelles, l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des marques Caisse d'Epargne et Banque Populaire déterminée par un expert indépendant en 2016, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique en 2016.
<p>Au 31 décembre 2018, les titres BPCE détenus par votre établissement sont comptabilisés pour un montant net de 812 MILLION D'EUROS, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent les gains et pertes sur ces titres pour un montant de – 189 MILLION D'EUROS</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 5.4, 5.6 et 10 de l'annexe.</p>	

IV. Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

— Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes. — Le cabinet KPMG FS I a été nommé commissaire aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe (anciennement Caisse d'Epargne et de Prévoyance Lorraine Nord) par l'assemblée générale du 26 avril 2003.

Le cabinet Deloitte & Associés a été nommé commissaire aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe (anciennement la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Lorraine Champagne-Ardenne) par l'assemblée générale du 20 avril 2015.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG FS I était dans la 16ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 4ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés. — Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-la Défense et Nancy, le 8 avril 2019

Les commissaires aux comptes :

KPMG FS I;

Ulrich Sarfati;

Associé;

DELOITTE & ASSOCIES;

Jean-Marc Mickeler;

Associé;

Anne Philipona-Hintzy;

Associée.